

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES REPRÉSENTATIONS DU NUNAVIK

DANS *LA PRESSE ET LE DEVOIR*

LORS DU RÉFÉRENDUM DU 27 AVRIL 2011

ET AU COURANT DES ANNÉES 2011, 2015 ET 2018

TRAVAIL DE RECHERCHE DIRIGÉ

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR ELYSE LÉVESQUE

AVRIL 2020

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce document diplômant se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Anne-Marie Gingras, ma directrice de recherche, pour sa passion évidente, son écoute, ses judicieux conseils, sa rigueur et sa disponibilité. Les échanges stimulants que nous avons eus ont guidé ma compréhension des enjeux et ont rendu possible ce travail pour lequel j'ai développé une réelle passion. Merci également à mon père Jean-Claude qui, vu son temps passé au Nunavik dans les années '60 et '70, m'a alimentée en explications et anecdotes sur la création de la Direction générale du Nouveau-Québec, la ratification de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et la vie au Nord. Ses histoires ont dès mon jeune âge été la source de ma curiosité et de mon intérêt pour les questions autochtones et le Nord, ainsi que le début d'un infini respect envers les premiers peuples. J'ai grandi au *Sud* dans un imaginaire positif en ce qui a trait au *Nord*, et c'est une chance remarquable.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
LISTE DES TABLEAUX	v
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	vi
RÉSUMÉ	vii
CHAPITRE 1 : PRÉSENTATION DE LA PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE	1
1.1 La couverture médiatique	4
1.2 Structure de la recherche.....	7
1.3 Les premiers peuples dans la littérature	9
Le bien et le mal.....	9
Mythification.....	10
Le Nord	11
1.4 Les Autochtones dans les médias au Québec et au Canada	14
Stéréotypes : binarité, simplification et sensationnalisme	14
Méconnaissance	16
Omissions et fréquence de couverture	18
CHAPITRE 2 : DÉMARCHE RETENUE	20
2.1 Cadre analytique	20
Les représentations sociales	20
La mise à l'agenda	22
Le cadrage médiatique	24
2.2 Méthodologie	25
Pour le référendum.....	25
Pour les années 2011, 2015 et 2018.....	26
Biais de la chercheuse	29
CHAPITRE 3 : RÉSULTATS	31
3.1 La couverture médiatique du référendum du 27 avril 2011 au Nunavik.....	31
Les sources.....	33
Le contenu.....	34
Les termes utilisés et les erreurs factuelles	37

3.2 Année 2011, 2015 et 2018 dans La Presse et Le Devoir.....	39
Enjeux sociaux	42
Santé.....	44
Préjugés.....	45
Arts et culture, économie	45
Politique	46
CHAPITRE 4 : CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	48
4.1 Positivisme et négativisme.....	49
4.2 Le choix des mots	49
4.3 La formation et la compréhension des enjeux.....	50
4.4 Les sources.....	51
4.5 La compréhension interculturelle.....	52
ANNEXE A : SURVOL HISTORIQUE DU RÉFÉRENDUM DE 2011.....	55
ANNEXE B : RÉSULTATS DU CLASSEMENT THÉMATIQUE POUR L'ANNÉE 2011	59
ANNEXE C : RÉSULTATS DU CLASSEMENT THÉMATIQUE POUR L'ANNÉE 2015	60
ANNEXE D : RÉSULTATS DU CLASSEMENT THÉMATIQUE POUR L'ANNÉE 2018	61
BIBLIOGRAPHIE.....	62

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1.1 Nombre d'articles publiés traitant du référendum	32
3.1.2 Nombre de mots consacrés au référendum du 27 avril 2011	32
3.1.3 Sources interviewées dans le cadre du référendum	33
3.1.4 Contenu et enjeux abordés dans le cadre du référendum	34
3.1.5 Éléments historiques mentionnés dans le cadre du référendum	36
3.2.1 Résultats du classement positif/neutre/négatif (2011)	40
3.2.2 Résultats du classement positif/neutre/négatif (2015)	40
3.2.3 Résultats du classement positif/neutre/négatif (2018)	40
ANNEXE B Résultats du classement thématique (2011)	59
ANNEXE C Résultats du classement thématique (2015)	60
ANNEXE D Résultats du classement thématique (2018)	61

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

2ELGBTQQIA	Bispirituel, lesbienne, gai, bisexuel, transgenre, queer, en questionnement, intersexe, asexuel.
CBC	Canadian Broadcasting Corporation
CBJNQ	Convention de la Baie-James et du Nord québécois
CERP	Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès.
CRPA	Commission royale sur les peuples autochtones
CVR	Commission de vérité et réconciliation du Canada
ENFFADA	Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées

RÉSUMÉ

Dans un contexte où une région est éloignée tant physiquement que culturellement, le travail journalistique est un réel défi. Le territoire du Nunavik, couvrant près du tiers de la province du Québec et peuplé à plus de 90 % d'Inuits, est victime de son isolement et d'une grande méconnaissance. Les représentations de ce peuple dans les médias sont rarement édifiantes. Surpeuplement, pauvreté, criminalité, suicides ; c'est à travers des enjeux sociaux critiques que le Sud découvre le Nord. Dans ce travail de recherche, je me penche sur les cadres médiatiques qui se sont imposés dans les articles traitant du Nunavik de la dernière décennie. Comment ont-ils évolué ? Quel type de couverture, en termes de fréquence et de thématiques, peut-on relever ? L'analyse d'articles parus dans les grands médias québécois apportera des réponses à ces questions. La nécessité de maintenir une évolution constante vers une meilleure qualité de la couverture médiatique du Nord-du-Québec est manifeste.

Mots-clés : Québec, Nunavik, médias, journalisme, autochtones, représentations, politique, stéréotypes, Inuit, communication, cadrage, framing, mise à l'agenda, agenda setting

CHAPITRE 1 : PRÉSENTATION DE LA PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

Par ce travail de recherche, je souhaite analyser les contenus médiatiques concernant le Nunavik dans deux médias francophones du Québec, soit *La Presse* et *Le Devoir*. Dans la dernière décennie, des chercheurs ont perçu que les questions autochtones obtenaient plus de visibilité médiatique, comme nous le verrons dans la revue de littérature. Face à ce constat positif, je me suis alors demandé : oui, mais quel type de visibilité médiatique ? Il me semblait que les articles traitant du Nunavik étaient particulièrement négatifs et figés dans certains stéréotypes.

Je suis formée en journalisme, j'ai travaillé dans une salle des nouvelles et je connais les défis quotidiens auxquels les médias font face : la vitesse à laquelle se transmet aujourd'hui l'information, le manque de temps, la surcharge de travail, le manque de ressources et de financement, l'évolution du rôle du journaliste et de sa perception dans la société. Dans ces conditions, couvrir dans son entièreté et en profondeur une région éloignée physiquement et culturellement est utopique. Bien que la région du Nunavik occupe un tiers du territoire du Québec, elle a une population équivalente à celle de la ville de Sainte-Adèle ! Malgré le faible poids démographique des nations autochtones au Québec¹, leurs représentations dans les médias sont révélatrices et méritent qu'on s'y attarde. Mon travail ne porte pas sur l'influence que les médias ont sur l'opinion qu'a la population québécoise des autochtones en général ou des Inuits² en particulier, mais il est clair que cette préoccupation m'habite et qu'elle a été la source de mon intérêt pour ce sujet.

¹ Les membres des nations autochtones représentent environ 2% de la population du Québec, soit 182 890 personnes pour une population totale de 8,164 millions, selon le recensement canadien de 2016.

² En langue inuktitut, le nom *inuit* est intrinsèquement un mot pluriel signifiant « des personnes », et ayant pour singulier le mot *inuk*. Certains auteurs décident donc de le considérer comme un mot invariable. Pour ce travail, je suivrai la recommandation de l'Institut culturel Avataq et de l'Office québécois de la langue française, et l'accorderai en genre et en nombre.

Les productions médiatiques traitant du Nunavik de la dernière décennie ont-elles perpétué des stéréotypes ? Les journalistes ont-ils accordé assez d'importance aux 14 villages nordiques, ont-ils couvert les grands événements qui s'y sont déroulés ? La question de départ sur laquelle se basera cette recherche est la suivante : dans quelle mesure les cadres médiatiques concernant le Nunavik ont-ils évolué entre 2011 et 2018, et dans quelle mesure sont-ils porteurs de stéréotypes dépréciatifs ? Ce travail d'analyse d'articles publiés dans divers médias québécois m'inspire deux hypothèses, la première étant que le traitement des nouvelles, et la fréquence de ce traitement ont évolué. Les nombreuses commissions d'enquête ont contribué à donner de l'importance aux questions autochtones, y compris le Nunavik. Par ailleurs, j'avance la seconde hypothèse que les stéréotypes ne sont pas chose du passé et que les représentations demeurent majoritairement négatives.

Comment — et pourquoi — intéresser les Québécois à cette région en tous points éloignée et foncièrement méconnue ? Je crois fermement que le Nunavik est un sujet d'intérêt : son isolement, et la différence culturelle qui le sépare du reste du Québec, ainsi que les nombreux enjeux auxquels font face les habitants de cette région, en font un cas unique et significatif. C'est une région éloignée, à forte majorité inuite³, ayant une histoire singulière. Le peuple inuit n'est pas régi par la *Loi sur les Indiens* de 1876, qui encadre encore aujourd'hui les obligations du gouvernement envers les Premières nations. Longtemps isolés des *Blancs*, les Inuits ont gardé leur mode de vie traditionnel nomade tardivement, jusqu'à l'organisation des 14 communautés inuites actuelles vers

³ Le Nunavik occupe une partie importante du territoire québécois (507 000 km² sur 1 356 547 km²) tout en ayant une population réduite (environ 13 000 personnes en 2016, soit 0,15% de la démographie du Québec), mais peuplée à près de 90% d'habitants d'origine inuite (gouvernement du Canada, 2016). La prédominance aussi forte d'une nation autochtone sur un territoire précis ne se trouve nulle part ailleurs au Québec. Avec un total d'environ 92 500 personnes d'origine autochtone au Québec, ils représentent la 4^e plus grande nation autochtone du Québec après les Innus (19 955 personnes), les Mohawks (19 026 personnes) et les Cris (18 535 personnes). (Statistique Canada, 2019)

1950, en simultané d'une modernisation effrénée. La gestion du territoire nordique a été chaotique : dans un très court laps de temps, les gouvernements fédéral et provincial s'y sont succédé dans la prise en charge de ces communautés. Québec y voyait le Klondike, voulait avoir mainmise sur les ressources naturelles. Les administrations fédérales et provinciales s'y chevauchaient encore dans les années 1970 (Hamelin 1980, p. 269). Cette course au territoire a laissé ses marques. Par exemple, les toponymes déjà existants en inuktitut ont changé pour l'anglais, puis pour le français, pour finalement revenir à l'inuktitut. Cet exemple, qui peut paraître anodin, en dit pourtant long sur les bouleversements quotidiens subis par les Inuits du Nunavik, tel que l'explique Zebedee Nungak :

Kuujjuarapik, appelé Whapmagoostui en cri et Great Whale River en anglais, a été rebaptisé en Poste-de-la-Baleine. Souvent, les Inuit⁴ n'arrivaient à prononcer qu'une approximation phonétique des nouveaux noms. (...) Leaf Bay⁵, alias Tasiujaq, est devenu Baie-aux-Feuilles. Un leader important de cette communauté, Tommy Cain Sr, m'a jadis confié que son ressentiment envers ce nom français fabriqué de toutes pièces ne disparaissait que lorsqu'il dormait. (...) Tous ces noms ont été arbitrairement dictés par Québec, sans que les Nunavimmiut⁶ ne soient consultés ni même avisés. (Nungak 2019, p. 26 – 27)

Venaient donc avec ces territoires fantasmagoriques les peuples qui s'y trouvaient et qui ont revendiqué leurs droits. Les Inuits du Nunavik sont, avec les Cris, les premiers bénéficiaires d'un traité moderne accordant une autonomie politique et administrative à des nations autochtones : la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ), ratifiée en 1975. Avec la CBJNQ, la région s'est dotée d'un gouvernement régional, incluant trois structures administratives reconnues : l'Administration régionale Kativik, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, et la Commission scolaire Kativik. Mais ces structures administratives créées par la

^{4 5} Mots invariables dans le texte.

⁵ Tasiujaq signifie « qui ressemble à un lac » en langue inuktitute. Aucun lien, donc, avec des feuilles.

CBJNQ restent entièrement soumises aux lois du Québec, et cela ne satisfait pas les Inuits, qui continuent aujourd’hui à revendiquer une autonomie plus importante. Ailleurs au Canada, le peuple inuit est aussi très avancé dans ses revendications d’autonomie. D’abord, avec la création du territoire du Nunavut en 1999, qui attira les regards médiatiques du monde entier. Un autre exemple est au Labrador, où le droit commun fondamental relevant de la compétence du gouvernement du territoire autonome inuit, le Nunatsiavut, est le droit coutumier des Inuits. « Il s’agit là de l’un des exemples les plus remarquables d’une volonté de réhabilitation d’une normativité singulièrement autochtone, même si le droit inuit se trouve malgré tout astreint au respect de diverses normes et principes directeurs prévus par l’accord » (Otis 2009, p. 245). Se joue donc, au nord du Canada, une histoire sans précédent. Canobbio postule d’ailleurs que le Nunavik est « la région inuite la plus développée du monde circumpolaire et celle où ce développement semble spatialement le plus homogène. C’est aussi celle où l’identité inuite est la mieux défendue, la seule où une économie régionale inuite est réellement en voie de structuration » (Canobbio 2009, p. 17). Cette région ne mérite-t-elle pas, conséquemment, une couverture médiatique appropriée ?

1.1 La couverture médiatique

Pour analyser la couverture médiatique, non seulement il y a la *manière* dont les nouvelles sont traitées (les stéréotypes et les idéologies qui les sous-tendent), mais il y a également le choix en soi de traiter ou non une nouvelle, et celui de lui donner ou non de l’importance, soit le *format* de la nouvelle. Je souhaite dans ce travail porter attention à ces deux aspects. Les journalistes du Sud semblent a priori avoir des connaissances limitées des communautés nordiques, et les Inuits n’ont que très peu la parole dans les médias québécois. À travers les années, les cadrages médiatiques⁷ se suivent et se ressemblent : de nombreux articles donnent encore l’impression que le peuple inuit a

⁷ Pour la conception théorique d’un cadre médiatique, voir le chapitre 2, en page 24.

besoin de la tutelle des *Blancs* pour survivre. Peu d'articles traitent des sujets complexes, symptôme de la méconnaissance qu'ont les Québécois de ce territoire et de ses habitants. Les représentations du Nunavik dans les médias sont loin d'être édifiantes : surpeuplement, vagues de suicides, meurtres et viols, pauvreté... les sujets choisis sont choquants, mais peu souvent s'attardent aux mouvements politiques et aux revendications d'autodétermination, pourtant importants au Nunavik.

Posons-nous la question suivante : le misérabilisme a-t-il sa place au sein des nouvelles au Québec ? Et même si l'on répond par la négative à cette question, il est toutefois impensable d'évacuer l'idée que, tous sujets et régions confondus, le rôle des médias est bien souvent de couvrir des nouvelles négatives engendrant par le fait même des représentations négatives. Bien que ce dilemme persistera toujours, je crois qu'il est possible de tendre vers une représentation plus juste et moins homogène des populations autochtones. Grenier, qui a effectué des recherches sur la couverture médiatique de la crise d'Oka, est clair sur la possibilité pour les médias de jouer un rôle positif : « The enormous potential for mass media to be a frontrunner in the forging of amity, tolerance, and understanding between Native People and other social groups in Canada should be fairly self-evident. (Grenier 1992, p. 273)

Déjà en 1980, le rapport *Voix multiples, un seul monde* de l'UNESCO, concernant les problèmes dans la communication du monde moderne, stipulait que « L'individu ne peut comprendre pleinement les événements et les questions qui l'affectent que si on lui fournit, en même temps que les faits et l'information brute, suffisamment de données explicatives variées et même, au besoin, controversées » (McBride 1980, p. 194). Les nouvelles peuvent donc être un moyen d'éducation si elles sont placées dans un contexte plus vaste qu'un seul problème ou événement-choc, et si les faits sont authentiques et non déformés par des stéréotypes ou des adjectifs péjoratifs (McBride 1980, p. 196). Plus près de nous, le sujet des représentations des peuples autochtones a été au cœur de nombreux débats, commissions, recherches et discussions

de la décennie qui se termine. Entre autres, deux commissions d'enquête ont déposé leur rapport dernièrement : la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès (Commission Viens ou CVR), déposé le 30 septembre 2019, et l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), déposé le 3 juin 2019.

Le juge Jacques Viens, dans son rapport de la CVR, conclut que les membres des Premières Nations et les Inuits sont victimes de discrimination systémique dans leurs relations avec les services publics. Selon le rapport, cette situation vient entre autres d'un héritage colonialiste, d'une méconnaissance généralisée et d'une image publique tronquée. Il croit, à l'instar de la Commission McBride, que les médias ont une responsabilité dans la société. Il souligne : « (...) en raison du traitement médiatique qui leur est trop souvent réservé, les peuples autochtones apparaissent au mieux nettement défavorisés, au pire présentés comme des cas désespérés pour lesquels aucune solution n'est envisageable. » (Gouvernement du Québec, 2019, p. 223) Le juge Viens suggère une meilleure formation des journalistes dans son appel à l'action numéro 23 (Gouvernement du Québec, 2019, p. 266)⁸. Dans ses appels à la justice, la Commission de l'ENFFADA fait également des recommandations aux médias, entre autres celles d'« assurer une représentation authentique et adéquate des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones » et de « Prendre des mesures proactives pour briser les stéréotypes qui hypersexualisent et rabaisent les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones » (Rapport de l'ENFFADA 2019 Volume 1 b, p. 211-212).

⁸ « Inclure, en collaboration avec les autorités autochtones, un volet sur les Premières Nations et les Inuits du Québec dans les parcours de formations collégiales et universitaires menant à une pratique professionnelle (médecin, travailleur social, avocat, journaliste ou autre) » (Gouvernement du Québec, 2019, p. 266).

1.2 Structure de la recherche

Ma recherche se présente en deux volets : je débute par l'analyse qualitative de la couverture médiatique d'un référendum sur l'autonomie gouvernementale, qui s'est tenu au Nunavik en avril 2011, pour poursuivre avec l'analyse des articles parus durant les années 2011, 2015 et 2018, portant sur le Nunavik. Pour ce qui est de la partie sur la couverture médiatique du référendum, j'ai choisi cet événement puisqu'il a été l'élément déclencheur de mon intérêt personnel envers la question au cœur de ce travail de recherche. Ce référendum sondait la population du Nunavik sur une entente conclue en janvier 2011 entre les gouvernements du Canada, du Québec et la Société Makivik⁹, promettant de donner des compétences accrues à un nouveau gouvernement régional. L'entente aurait, dans une première phase, regroupé les organismes existants (créés par la CBJNQ)¹⁰. Dans une deuxième étape, cette nouvelle entité qu'aurait été l'Assemblée du Nunavik aurait pu voter ses propres lois, toutefois soumises à l'approbation de l'Assemblée nationale. Les Inuits ont voté contre cette proposition : cela ne leur donnait pas assez d'autonomie. J'œuvrais à l'époque comme journaliste stagiaire au magazine *l'Actualité*. J'ai couvert le sujet pour le magazine (deux brefs articles de surface) et je me suis intéressée de fond en comble à la question. Les entrevues étaient difficiles à obtenir. On me disait que le sujet était trop complexe et autant les leaders inuits que les chercheurs universitaires semblaient marcher sur des œufs. Les médias québécois ont peu traité de la question, bien que ce référendum ait pu mener à des pouvoirs accrues pour les Nunavikois. Comme le souligne Martin Papillon, professeur à la faculté de science politique de l'Université de Montréal : « la création d'une assemblée et d'un exécutif élus au suffrage universel au niveau régional aurait constitué une première au sein d'une province canadienne » (Papillon 2011). Rien de moins ! Malgré un sujet

⁹ La Société Makivik est une organisation ayant comme mandat de protéger les intérêts des Inuits du Nunavik et de les représenter vis-à-vis des gouvernements du Québec et du Canada. Elle a été constituée en 1975, dans le cadre de la CBJNQ.

¹⁰ L'Administration régionale Kativik, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, la Commission scolaire Kativik.

assurément pertinent pour les nouvelles nationales, mon analyse des articles traitant de la question est révélatrice : manque d'informations et d'entrevues, articles peu nombreux et très courts, couverture médiatique partielle et même parfois erronée. Cela sous-tend que les salles de nouvelles ne s'étaient pas préparées à cette nouvelle, qu'elles n'avaient pas fait le travail préalable pour s'assurer de couvrir ce sujet qui était pourtant annoncé. *La Presse* a même tout simplement repris une dépêche de... l'Agence France-Presse ! Afin que mon analyse de la couverture médiatique du référendum de 2011 fasse sens pour les lecteurs, un bref survol historique de cet enjeu politique est placé en annexe de ce travail de recherche. Je comparerai pour cet événement la couverture de *La Presse* et du *Devoir* avec celle du journal régional *Nunatsiaq News*, afin de voir comment un média de proximité a pu traiter l'événement.

Ensuite, considérant que certains travaux font état d'une amélioration dans les représentations médiatiques des Autochtones et au vu de mon expérience personnelle, je chercherai à savoir s'il y a une évolution, positive ou négative, dans ces représentations. Le deuxième volet de ce travail se penchera donc sur l'analyse des articles concernant le Nunavik lors des années 2011, 2015 et 2018 dans *La Presse* et *Le Devoir*, selon un classement positif/négatif/neutre, et selon une analyse thématique catégorielle (enjeux sociaux, économie, politique, arts et culture, sport).

De plus, en conclusion de cette recherche, je souhaite proposer des pistes d'amélioration et de réflexion. La problématique des représentations des peuples autochtones dans les médias semble, a priori, sans ultime issue : si on traite de ce qui va mal, par exemple une vague de suicides au Nunavik, on soumet alors ce peuple à un éclairage négatif ; si on n'en parle pas, ils restent dans l'ombre et des problématiques importantes sont passées sous silence. La pensée simpliste dirait : les médias n'ont qu'à parler des bonnes nouvelles. Mais soyons honnêtes : aucun média ne fait des bonnes nouvelles son pain quotidien. Voilà donc un dilemme qui mérite réflexion et dont je tiendrai compte dans mon analyse.

1.3 Les premiers peuples dans la littérature

Le bien et le mal

Les auteurs s'entendent sur un point : d'hier à aujourd'hui, les nombreux écrits concernant les premiers peuples — tant officiels que médiatiques ou littéraires — sous-tendent une binarité : *Eux* contre *Nous*. Cette structure binaire et altérisante a imprégné la littérature concernant les colonies à travers le monde. On la retrouve entre autres au cœur de *l'Orientalisme* d'Edward Saïd, traitant des représentations des peuples arabes dans la littérature occidentale. Au Canada, la « civilisation » opposée à la « sauvagerie » étaient des constructions sociales assumées et non débattues (Harris 2004, p. 170). Harris explique que cette manière réductrice de voir le monde était très majoritaire au sein des administrations politiques, administratives, juridiques, dans les cercles missionnaires et dans l'esprit des colons (Harris 2004, p. 170). La simplicité de cette binarité, soit le *Blanc* opposé à *l'Autochtone*, lui a conféré une puissance idéologique facilitant la mise sous tutelle des Autochtones (Strasbourg 2018, p. 346), permettant ainsi leur enclavement dans des réserves ethniques et les vouant à la réduction, selon Simard (Simard 2003, p. 23). Ces procédés idéologiques ont nié l'histoire de ces civilisations, les présentant comme des peuples sans passé ni futur, comme des objets. « An object has no life force, no humanity, no spirit of its own, so therefore 'it' cannot make an active contribution », explique Linda Tuhiwai Smith (Smith 1998, p. 64), à l'instar de Saïd qui avance que malgré les abondantes descriptions de la vie arabe, les orientalistes réussissent à les dépeindre comme « privés de nature, sans épaisseur humaine » (Saïd 1978, p. 508).

Ces procédés ont donc permis de justifier les conquêtes. Morin a fouillé la littérature des théologiens, humanistes et juristes qui s'étaient affairés, lors des Temps modernes, à analyser les écrits¹¹ établissant la souveraineté des Européens sur des territoires

¹¹ Entre autres, les bulles pontificales et les titres de domination.

conquis, afin de déterminer la légitimité de cette souveraineté. De manière surprenante, la plupart tiennent pour acquise la souveraineté territoriale des premiers peuples. Or, le diable est ailleurs : on cherchait sans cesse à savoir si ces sociétés violaient « le droit naturel », ce qui leur permettait moralement de les attaquer. Selon la conception européenne, bien que les sociétés autochtones soient souveraines sur leurs terres, elles sont aussi en déficit de lois convenables pour régir leur vie. Par exemple, de nombreux auteurs européens croient que les pratiques de l'anthropophagie et des sacrifices humains sont une violation du droit commun de l'humanité. Cela prouvait alors que ces sociétés vivaient comme des bêtes, et qu'elles étaient conséquemment dépourvues de droits (Morin 1997, p. 39). Ces constats étaient utilisés pour s'autoriser à leur faire la guerre : c'était pour leur bien qu'ils devaient être gouvernés d'une manière plus juste, par des sociétés plus évoluées (Morin 1997, p. 50). Toutefois, l'existence même de l'anthropophagie et la description de ces peuples comme étant des bêtes sauvages étaient infirmées par d'autres auteurs, créant de l'ambivalence chez les juristes de l'époque.

Mythification

Il y a par ailleurs une mythification des peuples autochtones qui se décline par des images tel le noble sauvage ayant une profonde sagesse ou la magnifique princesse autochtone issue d'un métissage idéal. Mais cela sous-tend toujours une binarité sans nuances de gris : on est soit un noble sauvage, soit un guerrier sanguinaire ; soit une princesse érotique, soit une femme paresseuse et sale. (Strasbourg 2018, p. 347-348) Simard évoque un classement du « loup » ou de « l'agneau » : le *bon sauvage*, « noble et humble, sensible et sage, que la civilisation se doit de protéger » (...) ou le *maudit sauvage*, « un être inachevé, cruel, impulsif, indolent et infantile, n'attendant qu'à être assujéti pour son propre bien » (Simard 2003, p. 42-43). On soulève par ailleurs l'hypersexualisation et l'objectivation de la très stéréotypée femme autochtone. « They [les femmes autochtones, NDLR] not only took the form of property, but were also

considered ugly, impure, savage and sexual.» (Altamirano-Jimenez 2010, p. 6) L'image de la *squaw*, cette femme impure et indigne, a perpétué des stéréotypes menant aujourd'hui à une attention minimale portée envers les féminicides et les viols perpétrés en milieux autochtones (Smith 2003, p. 75). Strasbourg note en effet qu'il y a eu dans les médias une banalisation de la violence envers les femmes autochtones, engendrant une maigre couverture médiatique, empreinte de stéréotypes. Cette invisibilité des violences envers les femmes autochtones dans les médias a été décriée dans les dernières années et un changement s'est opéré, avec la création de l'ENFFADA contribuant à faire augmenter la visibilité de cet enjeu (Strasbourg 2018, p. 359).

Le Nord

L'auteur et professeur en études littéraires à l'UQAM Daniel Chartier offre un tour d'horizon des représentations des Inuits au cours du 19^e et 20^e siècle. Il note une grande méconnaissance du Nord, le pôle n'ayant été atteint qu'en 1910. Hamelin soulevait : « Si le monde nordique a été fréquenté depuis plusieurs milliers d'années dans le cas des indigènes, il demeure l'une des mégarégions les moins connues du monde » (Hamelin 1980, p. 31). Il est intéressant que cet aspect de méconnaissance revienne fréquemment dans son texte, et dans les propos de Chartier, au même titre que la méconnaissance de l'Orient dans l'*Orientalisme* de Saïd.

La méconnaissance des territoires arctiques et de leur population a longtemps permis une distance imaginaire qui, si elle a suscité des figures fantastiques — des monstres sortis des glaces et du père Noël jusqu'à l'Inuit souriant dans son igloo —, a aussi produit des stéréotypes tenaces (...) Aussi, n'est-il pas étonnant qu'il ait fallu attendre un reversement postcolonial pour arriver à dégager l'imaginaire de la réalité, alors que la figure culturelle de l'Inuit s'est lentement détachée de l'Inuit lui-même, enfin devenu sujet. (Chartier 2005, p. 190)

Selon Hamelin, il y a chez les Canadiens une ambivalence entre l'appel du Nord, (« les voies de développement ») et la déception (« la propension naturelle à éviter les fronts

difficiles ») (Hamelin 1980, p. 37). Le Nord vacille donc dans les représentations entre une vision trop idéalisée ou une vision trop pessimiste. Ces conceptions diamétralement opposées, encore une fois sans entre-deux, ont participé à rendre encore plus confuse l'image du Nord (Hamelin 1980, p. 35). Chartier soulève pour sa part l'opposition entre la nature et la culture : plus on monte vers le pôle, plus on fait face à « une désolation graduelle, qui exclut pour les sudistes toute idée de culture » (Chartier 2005, p. 179). La dualité avancée par Lasserre est semblable à celle d'Hamelin, avec pour différence qu'il oppose le désir d'obtenir les ressources naturelles de la région à une vision « romantique du dernier espace vierge à préserver » (Lasserre 1997, p. 50).

Les représentations des Inuits apparaissent dans les récits des expéditions, au 19^e siècle. Ils dépeignent un monde lointain, tragique et froid, où règnent le désespoir, la désillusion et la rareté, et où vit un peuple inaccessible et mystérieux (Chartier 2005, p. 181). Certains, par exemple Lesbazeilles (1881), représentaient les Inuits comme des monstres sans hygiène. Les missionnaires, bien présents dans ces régions à l'époque, contribuent aussi à ces descriptions péjoratives : « Ces récits, qui mêlaient ethnographie, aventures polaires et prosélytisme catholique, marquèrent, grâce aux puissants relais de la catéchèse, une génération convaincue des bienfaits de la christianisation en terres boréales » (Canobbio 2009, p. 25). Selon Chartier, ces missionnaires tentaient d'apparaître en martyrs, se positionnant en sauveurs bravant l'austérité du Nord pour aider ces pauvres gens (Chartier 2005, p. 183). Cela rejoint le cadrage médiatique du sauveur blanc évoqué par Harding (Harding 2006), dont je parlerai plus loin dans ce chapitre. L'image de l'Inuit a changé au début du siècle, devenant alors un homme téméraire, ingénieux, mais toujours naïf et immature, soumis à l'homme blanc. Ces images ont été introduites par la littérature, parfois très tôt dans l'imaginaire des jeunes Québécois. Canobbio cite entre autres le livre *Agaguk* d'Yves Thériault, qui a été lu par de nombreux élèves. Selon lui, les images répétées dans les romans et les livres scolaires, d'un Nord presque inhabité, hostile et précaire, peuvent

expliquer « le phénomène de résistance dans la survivance d'une imagerie mentale du Nord, directement héritée de ces lectures précoces » (Canobbio 2009, p. 27).

Ce mythe du nord a même servi le politique, au moins deux fois plutôt qu'une, selon certains auteurs. En référant à un imaginaire collectif, on a pu mettre en scène en 1971 le projet d'aménagement du territoire de la Baie-James. « Au-delà de la stratégie de communication du parti du premier ministre libéral de la province, Robert Bourassa, le Nord renvoie alors, comme au XIX^e siècle, au mythe de la terre promise » (Canobbio 2009, p. 23). Gérard Duhaime, du département de sociologie de l'Université Laval, et d'autres chercheurs associés au Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIERA) relèvent aussi une utilisation politique de ce mythe nordique, cette fois au sein de la promotion du Plan Nord en 2011 (Duhaime et coll., 2013). En concordance avec les représentations suggérées par Canobbio, Chartier, Hamelin et Lasserre, le mythe du Nord — terre inhospitalière, exotique, aux ressources naturelles infinies, peuplée de gens certes ingénieux, mais immoraux et paresseux — aurait permis des errances dans les explications et les justifications du projet mené par le parti Libéral, entre autres dans les médias. Alors que des questions plus urgentes auraient dû être au cœur des préoccupations du gouvernement, notamment suite à l'écroulement du viaduc de la Concorde et face aux problèmes dans le réseau de la santé et de l'éducation, les auteurs croient qu'« il eut été intenable d'annoncer simplement à répétition des investissements publics massifs pour soutenir des sociétés minières étrangères dans des régions excentriques. » (Duhaime et coll. 2013, p. 484). Mais la mythification du Nord a permis la mise en scène du Plan Nord et engendré l'incompréhension et la confusion dans les médias, et conséquemment dans l'opinion publique. Entre autres erreurs factuelles relevées dans la couverture médiatique, le boom économique dans le Nord de la province était à tort associé au Plan Nord, mais ce boom était présent avant même les discussions concernant ce projet politique (Duhaime et coll. 2013, p. 496). Voyons donc plus en détail comment ce mythe s'introduit dans les médias.

1.4 Les Autochtones dans les médias au Québec et au Canada

Stéréotypes : binarité, simplification et sensationnalisme

La structure binaire évoquée précédemment, rabaissant le groupe exogène pour valoriser le groupe endogène, a été soulevée tôt dans les médias : déjà en 1860, les journaux se disent en faveur d'une « civilisation » des peuples autochtones, pour le bien non seulement du pays, mais aussi celui de ces peuples, pour les libérer (Strasbourg 2018, p. 346). Par exemple, l'agriculture autochtone de subsistance est devenue un des arguments pour justifier l'appropriation des terres : cette agriculture était jugée inférieure à l'agriculture commerciale que voulaient faire les Britanniques (Strasbourg 2018, p. 344). Marc Grenier s'est attardé à la couverture de la crise d'Oka dans le journal montréalais *The Gazette*. Il explique que la couverture médiatique représentait les peuples autochtones comme déraisonnables et hostiles, menaçant l'ordre public, la question se résumant à : « les Indiens versus nous » (Grenier 1992, p. 289). Pour sa part, Harris a entre autres analysé des articles concernant la politique de la protection à l'enfance en milieu autochtone, annoncée en 1992 en Colombie-Britannique. Il en vient à la conclusion que la couverture médiatique, en omettant trop de détails à propos de la nature et les raisons du changement de cette politique, a également renforcé la pensée binaire : « *They are inherently different from us; therefore, they require different services.* » (Harding 2006, p. 224) Selon lui, ce type de procédé a eu pour effet d'étouffer l'impact potentiel du rapport qui avait été déposé.

Une représentation souvent incomplète, stéréotypée, à l'image de l'altérisation soulevée par de nombreux auteurs : voilà justement l'impression que les communautés autochtones du Québec ont concernant le traitement médiatique des enjeux les concernant (Carignan 2012, p. 53). Les membres de ces communautés se sentent comme « des mauvaises personnes, pleines de problèmes (...) alors que plusieurs enjeux et nouvelles très constructifs pourraient être abordés ou repris dans les médias

nationaux » (ibid). L'information concernant les Autochtones est tributaire du sensationnalisme et des événements-chocs et négatifs, et ne s'attarde pas aux débats de fond. (Carignan 2012, p. 56) Par exemple, les images sensationnalistes de *guerriers voyous* propagées pendant la crise d'Oka en 1990 ont alimenté l'hostilité à leur égard (Strasbourg 2018, p. 355). Skea et Grenier notent dans la couverture médiatique¹² de cette crise une majorité d'articles négatifs ou *anti-Native* (Skea 1994, Grenier 1992). L'image des Premiers peuples au Canada en est souvent une de conflit : ils sont engagés dans des actes violents, déviant, sont une menace pour l'ordre public. En somme, des agitateurs irrationnels menés par leurs émotions (Grenier 1992, p. 274).

Dans le rapport *Voix multiples, un seul monde* de l'UNESCO (McBride 1980), il est avancé que les journalistes et les rédacteurs en chef se basant sur les goûts et intérêts du public pour choisir une nouvelle peuvent engendrer des distorsions de la nouvelle. Le rapport rappelle que les médias ont une responsabilité : celle « d'informer le public de questions qui devraient l'intéresser » (McBride 1980, p. 197). Grenier explique l'utilisation du sensationnalisme durant la crise d'Oka entre autres par le fait que les entreprises de presse sont soumises à la nécessité de faire des profits, et que le sensationnalisme devient alors un outil marketing (Grenier 1992, p. 294). Son analyse soulève par exemple qu'entre janvier et mars 1990, aucun article ne parlait d'Oka. La couverture de la situation à Oka commence le 11 mars 1990, lors du début du blocus et de l'érection de barrages par les Mohawks. Pourtant, les revendications et la problématique concernant le territoire étaient bel et bien présentes bien avant cette date. « Apparently, the sample newspaper did not consider peaceful non-deviant forms of Native protest to be “news”-worthy » (Grenier 1992, p. 283).

Dans le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA), on mentionne aussi que les représentations des peuples autochtones dans les médias sont

¹² Warren H. Skea a analysé la couverture médiatique de la crise d'Oka dans les médias anglophones canadiens, Marc Grenier a pour sa part analysé la couverture de cet événement dans le quotidien montréalais *The Gazette*.

souvent réductrices (Commission royale sur les peuples autochtones 1996, p. 152). Comme explication partielle à ce type de distorsion, la Commission McBride suppose qu'il y aurait un processus de filtrage intrinsèque au communicateur, ce qui influence les nouvelles. En d'autres mots, les nouvelles sont façonnées par des personnes qui ont été, au cours de leur vie, influencées par des stéréotypes ou de fausses informations tirées par exemple de livres éducatifs, ou peut-être par un ethnocentrisme ambiant. Cela peut venir fausser la compréhension et l'interprétation des situations vécues par les communicateurs, particulièrement en terre étrangère (McBride 1980, p. 198). En concordance avec cette proposition, l'auteur Robert Harding constate que les nouvelles sont traitées d'une manière constante et uniforme qui protège les intérêts dominants et représentent les peuples autochtones comme une menace (Harding 2006, p. 206). Pour lui, il est clair que les médias jouent un rôle décisif dans la perpétuation d'une idéologie raciste envers les peuples autochtones, en consacrant une attention considérable aux questions négatives (pauvreté, alcoolisme, crimes et suicides) et en évitant les analyses du contexte sociopolitique (ibid). Cet auteur cerne trois grands cadres dans lesquels sont traitées les nouvelles concernant les peuples autochtones : les Autochtones dépeints comme des enfants, des êtres inférieurs, immatures ou plus facilement corrompibles ; l'image de l'homme blanc comme un sauveur des Autochtones primitifs ; et finalement, le cadre du triomphe de la raison sur l'émotion, celui-ci figurant particulièrement dans les reportages sur les terres autochtones et les questions de protection à l'enfance (Harding 2006).

Méconnaissance

Ronald Niezen soulève la sérieuse difficulté à créer un consensus au sein de l'opinion publique qui serait en faveur d'une justice pour les peuples autochtones au Canada : « La sympathie du public ne peut être atteinte qu'avec difficulté. Son adhésion à une cause est souvent le résultat de la connaissance simplifiée, connaissance qui attire plus facilement la sympathie que les représentations moins tragiques d'autres situations

d'oppression » (Niezen 2014, p. 55). Il donne l'exemple des crises de suicide au nord, avançant que ces représentations sont dangereuses de par le fait que les communautés pourraient alors paraître comme un bloc homogène, à l'image des représentations de pauvreté projetée par les journalistes (Niezen 2014, p. 50). De plus, les questions traitées trop simplement à cause d'une méconnaissance des peuples autochtones peuvent mener à des dérapages, des démesures et des faussetés qui dénaturent les informations authentiques (à ce sujet, voir Trudel 2015, p. 12). La méconnaissance est donc double : elle appartient à l'auditoire, mais aussi aux journalistes et aux patrons de presse. Autre symptôme de cette méconnaissance : les Autochtones sont rarement cités dans les médias du Sud. Trudel attribue cette lacune à une incompréhension culturelle : « Les journalistes qui cherchent des citations fracassantes, des personnalités flamboyantes, pourraient négliger les sources d'information autochtones qui n'offrent pas ce service ! » (Trudel 2015, p. 10). Dans la plupart des articles du corpus analysé par Skea, aucune entrevue avec des membres des nations autochtones ne figurait (Skea 1994, p. 24). Trudel précise qu'il faut toutefois tenir compte du fait que les sources autochtones boycottent parfois les médias (Trudel 2015, p. 10).

À l'été 2019, des tensions se sont à nouveau jouées à Oka, où des terres ancestrales mohawks appartenant à un particulier ont été offertes à Kanasatake. Cette nouvelle a soulevé l'ire du maire d'Oka, Pascal Quévillon, qui y est allé de déclarations stéréotypées empreintes de racisme. Il s'agit d'un événement intéressant en termes de couverture médiatique : plusieurs médias ont attrapé la balle au bond en titrant sur la possibilité d'une nouvelle crise d'Oka, une image-choc ! Le cadrage sensationnaliste de cette nouvelle, jouant avec le spectre d'une nouvelle crise qui n'en était finalement pas une, a été critiqué entre autres par Éric Cardinal dans *Le Devoir*. Ce professeur de la faculté de droit de l'Université de Montréal a mis de l'avant la problématique de ce type de cadrage médiatique, particulièrement quand on considère la grande méconnaissance du public quant aux questions autochtones (Nadeau, 2019). Les

médias ont-ils un devoir d'impartialité et d'éducation du public, dans une telle situation, afin d'éviter les stéréotypes et une information biaisée ?

Omissions et fréquence de couverture

L'omission des nouvelles positives quand il est question des Autochtones au Québec et au Canada est fréquente. Carignan rapporte par exemple que la remise d'une importante décoration par le Parlement au grand chef de la nation crie n'a pas été couverte au Québec, mais qu'elle l'a été ailleurs dans le monde. Il souligne que « Les citoyens gagneraient à voir ce qui se fait de positif et une telle couverture donnerait plus d'espoir pour les jeunes autochtones » (Carignan 2012, p. 53). Ces nouvelles sont donc moins traitées, et moins bien. Trudel explique ces lacunes entre autres parce que les peuples autochtones ont une faible démographie par rapport au reste du Québec : les médias ont moins de comptes à leur rendre (Trudel 2015, p. 2). Skea soulevait aussi l'importance de la démographie, relevant que les journaux des provinces ayant de plus fortes populations autochtones¹³ avaient fait preuve d'une couverture médiatique davantage *pro-native*, autant dans les articles que dans les éditoriaux abordant la crise d'Oka (Skea 1994, p. 28).

Simard critique pour sa part le manque de couverture des questions touchant le référendum populaire de 1987 concernant l'autonomie politique des Inuits du Nunavik. Il commente : « À part *Le Devoir*, rendez-vous quotidien des élites parlantes du Québec (35 000 abonnés au mieux) qui y consacre un cahier spécial, les médias en général ne seront pas intéressés au référendum "national" des Inuits, se contentant de repiquer, dans des pages intérieures ou à la fin des journaux télévisés, les dépêches criblées d'erreurs de l'agence Presse canadienne » (Simard 2003, p. 218). Il poursuit sa réflexion de la situation en soulevant que l'éloignement des villages entre eux complique la couverture des nouvelles, mais qu'une couverture de presse est

¹³ Dans son corpus, il s'agit de la Saskatchewan et du Manitoba.

essentielle. Selon lui, le petit hebdo *Nunatsiaq News* avait peine à couvrir efficacement les événements de cette région du Québec depuis sa salle de presse à Iqaluit, à 600 km de la plus grande communauté du Nunavik, Kuujuaq (Simard 2003, p.232). La régionalisation du Grand Nord a souffert de la même invisibilité médiatique, Canobbio notant qu'elle « ne soulevait pas le même attrait [que la création du Nunavut, NDLR] par la complexité apparente d'un processus qui semblait ne jamais devoir aboutir et par la difficulté à lire les enjeux qui se nouaient dans cette région du monde. Bien peu de journalistes s'y étaient alors risqués... » (Canobbio 2009, p. 12) Les Inuits dénoncent d'ailleurs le manque de contenu qui les représente, « même du côté de *Radio-Canada/CBC*, car la télévision y est plutôt nationale et met l'accent sur toutes les régions du Grand Nord, conséquemment pas assez sur le Nunavik » (Carignan 2012, p. 53). Simard relevait aussi que Radio-Canada « se voit constamment reprocher la médiocrité de ses services en régions périphériques » (Simard, 2003, p. 232),

Selon les recherches de Jeanne Strasbourg, la couverture médiatique s'est améliorée dans les dernières années (Strasbourg 2018, p. 343). Les trois sujets en lien avec les peuples autochtones et qui ont le plus été traités dans les médias dans l'époque récente (2000 à aujourd'hui) sont la Commission de vérité et réconciliation, le mouvement Idle No More et la question des femmes autochtones disparues et assassinées. La Commission a entre autres incité *Radio-Canada* à augmenter la visibilité des peuples autochtones sur ses plateformes (Strasbourg 2018, p. 356). Par contre, une analyse de la couverture médiatique du mouvement *Idle No More*¹⁴ relève que plus la couverture médiatique est abondante sur un sujet autochtone comme celui-là, plus elle est majoritairement négative (Strasbourg 2018, p. 358). Il y a une amélioration, mais certains stéréotypes tenaces refont encore surface, dont le risque que posent les Autochtones sur la stabilité du pays (Strasbourg 2018, p. 361).

¹⁴ Voir le rapport *Buried voices : Media Coverage of Aboriginal Issues in Ontario. Media Monitoring Report : 2010-2013* de Journalists for Human Rights

CHAPITRE 2 : DÉMARCHE RETENUE

J'avance l'hypothèse que le traitement des nouvelles concernant le Nunavik a évolué depuis 2011 et que la couverture est plus fréquente. Je crois que les commissions d'enquête (CRPA, CVR, ENFFADA, CERP) ont contribué à contrer l'invisibilité des questions autochtones et que le Nunavik a bénéficié de cette fenêtre de visibilité. J'avance la seconde hypothèse que les représentations restent majoritairement négatives et que la méconnaissance envers les Nunavikois reste entière. Mon cadre analytique se base sur trois concepts théoriques : les représentations sociales, le cadrage médiatique ou *framing*, ainsi que la théorie de mise à l'agenda, ou *agenda setting*. J'expliquerai également dans ce chapitre la méthodologie utilisée pour l'analyse des données.

2.1 Cadre analytique

Les représentations sociales

Les représentations sociales peuvent être étudiées sous plusieurs angles. Saïd les entend comme des images stéréotypées, objectifiant l'être dont il est question. Il démontre que la domination européenne sur l'Orient a été exprimée par de nombreux procédés stylistiques et philosophiques, créant une dynamique qui a permis de classer, d'inférioriser et de stéréotyper des individus et des sociétés. Cette structure, institutionnalisée, disciplinée, devient un système de rigueur morale et épistémologique. « Des cultures ont toujours eu tendance à imposer des transformations complètes à d'autres cultures, en recevant celles-ci, non pas telles qu'elles sont, mais, pour le plus grand bien du récepteur, telles qu'elles devraient être » (Saïd 1978, p. 131). La réalité et la subjectivité de l'objet représenté ne sont pas prises en compte. Le fait de constamment représenter des civilisations via les mêmes stéréotypes réducteurs et péjoratifs mène, avec le temps, à les réduire à des peuples

sans passé ni futur. L'attitude orientaliste, comme la mythologie, est selon l'auteur un « système fermé qui se contient et se renforce lui-même, et dans lequel les objets sont ce qu'ils sont *parce qu'ils* sont ce qu'ils sont une fois pour toutes, pour des raisons ontologiques qu'aucune donnée empirique ne peut ni déloger ni modifier » (Saïd 1978, p. 136). Quelqu'un utilise des termes ou qualités pour traiter d'un objet, pour le nommer, pour l'indiquer ; quelqu'un d'autre reprendra les mêmes termes ; alors cette représentation subjective acquerra une certaine réalité, ou même deviendra la réalité (Saïd 1978, p. 139).

Apportons ici quelques précisions issues de la psychologie sociale. La fonction de catégorisation joue un important rôle pour les individus. D'abord, elle simplifie l'environnement social et permet ainsi d'assimiler des informations plus facilement, en plus d'organiser les communications sociales (Jodelet 2003, p. 48). Par la catégorisation sociale, on se différencie des autres, créant l'idée sécurisante d'un groupe endogène, auquel on appartient, et d'un groupe exogène. Cette catégorisation comble le sentiment d'appartenance et ouvre la porte à la possibilité d'avoir une image positive de soi ou de son groupe. Vouloir catégoriser, et se catégoriser soi-même dans un groupe apparaît alors comme un trait inhérent à la nature humaine (Brewer et Gardner 2004, p.66-67). L'aspect négatif de ce fonctionnement humain est qu'il engendre une multiplication des stéréotypes et des préjugés, à la source de la discrimination : le racisme, le sexisme, l'âgisme, etc. Jodelet précise également que puisque la représentation est une reconstruction de quelque chose, elle entraîne donc un décalage avec son référent. En d'autres mots, le stéréotype ne représente jamais exactement l'objet de départ. Il peut subir une distorsion, tous les attributs étant présents, mais accentués ou minorés ; une supplémentation, soit un ajout de connotations qui n'appartiennent pas à l'objet a priori, à partir de l'imaginaire du sujet ; ou encore une défalcation, soit la suppression de certains attributs de cet objet (Jodelet 2003, p.70-71). Les études de Tajfel ont démontré qu'il n'y a nul besoin d'avoir un but ou un avantage à tirer de la compétition intergroupe pour catégoriser :

«just the mere perception of belonging to two distinct groups – that is, social categorization per se – is sufficient to trigger intergroup discrimination favouring the in-group» (Tajfel et Turner 2004, p. 56). L'élaboration de ces catégories peut entre autres être alimentée par les médias, les instances et relais institutionnels, «ouvrant la voie à des processus d'influence, voire de manipulation sociale» (Jodelet 2003, p.52).

La mise à l'agenda

La notion d'agenda setting, ou mise à l'agenda, a d'abord été élaborée par Maxwell McCombs et Donald Shaw en 1972. Ces auteurs avancent que la mise à l'agenda médiatique d'une question justifie une action des autorités publiques ; les médias influenceraient les citoyens, qui à leur tour influenceraient les autorités. En d'autres mots, la visibilité d'un sujet détermine sur la perception qu'en ont les récepteurs. Plus grande est la visibilité du sujet, plus important il apparaîtra aux yeux du public. Les médias ont alors une grande influence sur les priorités politiques, par le choix des nouvelles qui sont traitées. L'imposition d'un « agenda » établit une hiérarchie dans l'importance des sujets. Les problèmes sensationnels, dramatiques et concrets sont plus à même d'avoir un grand impact sur différents types d'agenda politique (Walgrave 2015, p. 2). L'étude initiale menée par McCombs et Shaw, qui s'attardait à la campagne présidentielle américaine de 1968, a mené à cette conclusion : « The mass media set the agenda for each political campaign, influencing the salience of attitudes toward the political issues. » (McCombs & Shaw 1972, p. 177) Par ailleurs, les problèmes qui reçoivent le plus d'attention aux nouvelles nationales deviennent ceux que le public voit comme étant les plus importants au niveau national, influençant ainsi leur niveau d'importance dans l'espace public et dans les débats politiques (Iyengar et Kinder 1987, p. 16). Comme l'écrivent simplement Althaus et Tewksbury : « Newspaper readers quickly learn to navigate the familiar signals employed by editors to set the momentous apart from the trivial: few readers miss the point that long front-

page articles with banner headlines are more important than short inside stories » (Althaus et Tewksbury 2002, p. 180).

Dans ce contexte, le journaliste et le patron de presse ont donc une responsabilité sociale lorsqu'ils décident de traiter ou non une nouvelle, et avec quelle énergie et quelles ressources ils le feront. Iyengar et Kinder posent également la théorie du *priming*, ou *amorçage* : en attirant l'attention sur certains sujets, les médias établissent les sujets sur lesquels les politiciens seront jugés par la population. : « Should television news become preoccupied with, say, the prospects of nuclear annihilation, then citizens would judge the president primarily by his success, as they see it, in reducing the risk of war » (Iyengar et Kinder 1987, p. 63). Cependant, l'influence qu'ont les acteurs des médias n'est pas nécessairement intentionnelle.

La théorie a été l'objet de nouveaux travaux avec l'avènement d'internet : les changements dans les habitudes de consommation des nouvelles influencent-ils la théorie de mise à l'agenda ? Coleman et McCombs ont mené une étude sur les effets de la mise à l'agenda selon les générations. Ils en concluent que le fait que les jeunes aient des sources d'informations diversifiées depuis l'ère d'internet ne mène pas à la conclusion que la théorie de la mise en agenda est désuète. « Even the young, with their different interests based on personal relevance, are still likely to be exposed to the main issues of mainstream society and media » (Coleman et McCombs 2015, p. 505). Althaus et Tewksbury ont pour leur part étudié si la lecture des nouvelles en ligne en affectait l'impression d'importance perçue par le lecteur et donc l'effet de la mise en agenda. Leur conclusion est que l'effet est différent pour l'un et l'autre, mais qu'il demeure réel (Althaus et Tewksbury 2002, p. 196).

Par ailleurs, outre le fait de traiter une nouvelle ou non, il y a aussi l'angle de traitement qui importe. Les médias nous dictent donc à quoi penser, mais aussi comment y penser. Les attributs associés à un phénomène ou une personne colorent la compréhension que

l'auditoire en aura (McCombs, 2004, p. 70), et cette idée s'apparente au concept de cadrage que j'aborde maintenant.

Le cadrage médiatique

Les études sur le cadrage ont été menées dans divers secteurs, comme la publicité politique, les sports télévisés et les émissions à grande écoute, mais ce sont les études de cadrage médiatique qui fascinent le plus : « researchers in the myriad subfields of mass communication and political communication are fascinated with an institution that professes to reflect reality in stories when it practises it does much more than that (D'Angelo & Kuypers 2009, p. 357). Le cadrage est l'utilisation d'un certain langage et d'idées qui influencent la compréhension qu'aura l'auditoire d'une nouvelle. Le cadrage est défini conceptuellement comme une idée centrale qui organise l'histoire, qui détermine le sujet de la controverse et l'essence du problème. Il engendre une sélection hiérarchisant les aspects d'une nouvelle et imposant les décisions et le choix personnel ou institutionnel d'un cadre. En simplifiant et en structurant les nouvelles, les cadres permettent de les placer dans des catégories qui sont familières aux lecteurs. De petits changements dans la manière de présenter une nouvelle peuvent conséquemment produire de grands changements d'opinion (De Vreese et Lecheler 2016, p. 1).

Les cadres peuvent être examinés et identifiés par la présence ou l'absence de certains mots-clés, expressions types (*stock phrases*), images stéréotypées, sources d'information et phrases qui prodiguent des groupements de faits ou de jugements renforçant une thématique (*thematically reinforcing clusters of facts or judgments*) (Entman 1993, p.52). Métaphores, exemples, phrases-chocs, représentations, images visuelles sont d'autres outils identifiés (Gamson et Modigliani 1989). Les cadres provoquant une réaction émotionnelle sont plus puissants, et les lecteurs de nouvelles

ayant des connaissances politiques modérées sont plus enclins à être affectés par le cadrage que ceux qui ont un capital culturel plus développé. (De Vreese & Lecheler 2016, p. 5-6)

Le travail des journalistes est influencé par leur environnement. Les aspects individuel, social, organisationnel et structurel de la réalité du journaliste peuvent affecter les cadres dans leur traitement de l'information. Ainsi, même si les journalistes visent authentiquement l'objectivité, ils restent assujettis à leur connaissance ou non d'un enjeu, à leurs propres préjugés, à leur environnement social, etc. Par ailleurs, les facteurs de cadrage peuvent également être internes (ex. politiques éditoriales, type d'article à rédiger) ou externes (ex. influences des élites). (De Vreese & Lecheler 2016, p. 4) D'Angelo note qu'il y a quatre secteurs interreliés qui ont été étudiés dans les recherches sur le cadrage : l'esprit des journalistes, les conventions des salles de nouvelles, les textes des récits de nouvelles, et le contexte politique et culturel dans lesquels les histoires sont créées (D'Angelo & Kuypers 2009, p. 357).

2.2 Méthodologie

Pour répondre à ma question de recherche, soit dans quelle mesure les cadres médiatiques concernant le Nunavik ont évolué entre 2011 et 2018, et dans quelle mesure ces cadres sont porteurs de stéréotypes dépréciatifs, j'ai décidé de mener une analyse de contenu de type qualitative. Le choix de travailler seulement sur le Nunavik me permet de réduire le nombre d'articles à traiter, tout en couvrant une période temporelle significative et intéressante.

Pour le référendum

La première partie de ce travail se penche sur le traitement médiatique du référendum du 27 avril 2011. Il s'agit d'une analyse qualitative, par la longueur des textes, la

fréquence de couverture, l'analyse des termes utilisés et le contenu, incluant une comparaison avec le média *Nunatsiaq News*. La comparaison avec ce média nunavutois n'est pas pertinente dans l'optique de déterminer comment les cadres médiatiques concernant le Nunavik ont évolué dans les médias québécois. Cependant, cette comparaison me permettra de voir s'il était possible de couvrir cette question d'une manière plus approfondie, en analysant ce qu'un média local a réussi à produire.

Mon corpus des articles parus lors des mois d'avril et mai 2011 au sujet du référendum compte 26 articles tirés de *la Presse*, *le Devoir*, *l'Actualité*, *le Journal de Montréal*, *le Journal de Québec*, *La Presse canadienne*, le journal *Métro* et *Nunatsiaq News*. J'ai effectué ces recherches à l'aide de plusieurs formules dans la base de données *Eureka*, dans *Google Actualités* ainsi que sur le site des médias respectifs afin de n'omettre aucun article. Les recherches ont été faites par date, et à l'aide du mot « Nunavik », « gouvernement régional », « référendum », « autonomie gouvernementale ».

Pour les années 2011, 2015 et 2018

Mon travail se penche ensuite sur les représentations médiatiques du Nunavik dans les médias québécois des années 2011, 2015 et 2018. J'en fais une analyse thématique catégorielle, par type de sujet abordé (enjeux sociaux, économie, politique, arts et culture, sport) ainsi que par le ton de l'article (positif, négatif ou neutre).

Pour analyser les cadres dans un corpus comme le mien selon une analyse thématique catégorielle, il y a deux moyens de procéder : l'approche inductive, selon laquelle les cadres apparaissent d'eux-mêmes durant l'analyse ; l'approche déductive, selon laquelle les cadres sont définis avant l'investigation. Pour ce travail, j'ai utilisé une approche mixte. J'avais préalablement défini des catégories thématiques pour les années 2011, 2015 et 2018, avec des thèmes qui m'apparaissaient incontournables selon mon expérience et selon l'analyse que je voulais en tirer : enjeux sociaux,

politique, économie. Trois autres catégories principales se sont imposées à moi au cours de la recherche : arts et culture, sport, et celle du Nunavik comme thème secondaire. Des sous-catégories telles violence et abus sexuels avaient été choisies de manière déductive, mais un seul article de mon corpus abordait finalement ces sujets. La plupart des sous-catégories ont été choisies de manière inductive, car certains textes avaient des thèmes ayant le potentiel de faire ressortir des constats intéressants, tout en n'entrant dans aucune autre catégorie préalablement définie.

Le but d'analyser trois années de couverture médiatique est de voir si une évolution négative ou positive ressort dans le type de sujets traités et la fréquence avec laquelle ils sont traités. Je commence par 2011, puisque c'est cette année-là que j'ai constaté personnellement des lacunes quant au traitement des nouvelles concernant le Nunavik. Le choix de 2015 était stratégique, pour avoir une année située au milieu de ma période d'analyse, mais aussi parce que j'ai cru qu'il était possible de voir une recrudescence de l'intérêt envers les questions autochtones compte tenu du dépôt de la Commission Vérité et Réconciliation en décembre 2015. L'année 2018 était, quant à elle, la dernière année complète lors de la rédaction de ce travail.

Mon corpus pour 2011, 2015 et 2018 comprend uniquement des articles parus dans *La Presse* et *Le Devoir*. J'ai choisi *La Presse*, car ce journal est le 2^e plus lu au Québec, après le *Journal de Montréal* (Centre d'études sur les médias 2019, selon les données Vividata 2018). *Le Devoir* représente une orientation médiatique différente de celle de *La Presse*, en plus d'être offert en version imprimée. Je n'ai pas retenu le *Journal de Montréal* pour mon analyse, car la plupart des textes de ce journal concernant le Nunavik en 2011 et 2015 étaient écrits par l'agence de presse *QMI*, ce qui aurait mené mon analyse à un travail sur l'agence *QMI* plutôt que sur le contenu original du journal. De plus, les textes de ce média étaient très succincts. Je n'ai pas retenu *The Gazette*, car je voulais analyser le contenu auquel avait accès un lectorat en particulier, soit les

francophones. Le choix de m'arrêter sur deux médias seulement a dû être fait afin de limiter la quantité d'articles à traiter, compte tenu du temps alloué à ce travail.

En tout, mon corpus pour les années 2011, 2015 et 2018 compte 181 articles de *La Presse* et du *Devoir*. J'ai d'abord cherché les articles contenant le mot « Nunavik » dans la base de données Eureka pour chaque média, puis j'ai vérifié si ces articles parlaient vraiment du Nunavik. Parfois, le mot Nunavik est mentionné, mais ce n'est qu'anecdotique et le sujet de l'article est tout autre. Par exemple, en 2018, j'ai recensé 77 articles mentionnant le mot Nunavik dans *La Presse+*, mais pour mon corpus, j'en ai retenu 51. Les articles rejetés étaient entre autres des lettres ouvertes ou encore des articles parlant d'un sujet et donnant le Nunavik comme exemple bref et succinct, sans laisser une impression sur ce territoire et ses communautés (ex. « Les grands lacs du Québec » par Marie Tison, *La Presse*, 15 août 2018). J'ai aussi rejeté la plupart des articles contenant le titre du député d'Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou. De nombreux textes ont été écrits sur Roméo Saganash, député de cette circonscription fédérale en 2011. Ces articles ressortaient donc fréquemment dans mes recherches, mais je les ai sélectionnés dans le corpus seulement si l'article parlait des Inuits ou du Nunavik. Certains articles ont aussi été classés dans la catégorie « thème secondaire ». Ce sont des articles qui n'ont pas comme sujet principal le Nunavik, mais qui laissent quand même une certaine impression ou une information plus substantielle sur les Nunavikois.

La recherche des articles de *La Presse* de 2015 m'a donné du fil à retordre, compte tenu de l'organisation dans la base de données Eureka. En 2015, *la Presse* était à cheval entre sa traditionnelle version papier et *La Presse+*. Les grands dossiers sont donc souvent divisés en plusieurs articles, et les chapeaux, ou encore les résumés publiés en une du journal, se retrouvent à être un article en soi dans la base de données, même s'ils font moins de 100 mots. J'ai donc tenu compte des articles (un dossier peut

compter 3 articles qui sont comptés séparément, par exemple), mais je considère que les chapeaux ne sont pas des articles même s'ils sont archivés ainsi.

Pour déterminer si les articles adoptaient un ton positif, négatif ou neutre, je me suis demandé : quelle est l'impression que cet article laisse du Nunavik ? Ainsi, parfois un article qui semble positif s'avère en fait refléter une image négative des Inuits. Prenons par exemple l'article « Des chiots sauvés par dizaines de la misère » tiré de *La Presse* et publié le 9 avril 2011 (Audet, 2011). Au premier abord, l'article semble positif : les chiens errants du Nunavik sont sauvés par une femme de Montréal, qui les fait venir par avion. Or, je l'ai classé dans la catégorie « négatif », même si la nouvelle en soi semble positive, parce que l'impression du Nunavik dégagée dans cet article est un endroit surpeuplé, où les chiots abandonnés ont froid, faim, sont malades et meurent. On ne fait pas parler les Inuits et les seuls interviewés sont des gens du Sud. On n'humanise pas les communautés nordiques et l'article laisse une impression d'insensibilité de la part de la population inuite. À partir de cet exemple, vous comprendrez que la classification est soumise à ma subjectivité et est parfois délicate. Je souhaite être transparente quant au fait que quelques articles auraient peut-être été classés autrement par un autre chercheur. Mais la très grande majorité des articles ne posait aucun doute. Suicides, meurtres, viols, pauvreté, insécurité alimentaire, problèmes d'accès aux services, système de justice déficient, etc., sont tous des sujets sans ambiguïté. Du côté positif, on retrouve surtout les articles traitant des programmes sociaux pour les jeunes comme la ligue de hockey et les activités de cirque pour les jeunes, et les développements régionaux comme l'avènement du réseau cellulaire, l'entrepreneuriat inuit, le tourisme.

Biais de la chercheuse

Je suis formée en journalisme. J'ai œuvré comme journaliste de 2011 à 2018 et j'ai travaillé sur la question du référendum de 2011 au Nunavik. J'ai été présente à la

rencontre d'explications de l'entente et de la question référendaire qui a été tenue par la Société Makivik à Montréal pour les membres de la communauté vivant en milieu urbain. J'ai interviewé les porte-paroles de la Société Makivik et des experts universitaires sur la question. J'ai par ailleurs suivi avec attention l'activité du groupe Facebook qui avait été créé pour les membres de ces communautés désirant discuter de l'entente. Mes constats ont été les suivants : lors de mes entrevues et de mes tentatives d'entrevues, de nombreux experts ne voulaient pas se prononcer, de peur de blesser ou de nuire à leurs liens avec les Inuits ; plusieurs ont évoqué que c'était une question trop complexe pour être traitée dans les médias, car les journalistes ne connaissaient rien à cette question qui était en discussion depuis près de 30 ans ; les leaders de la société Makivik se sont peu exprimés dans les médias, car ils n'arrivaient pas à obtenir consensus quant à leur leadership au sein des communautés. Lors de mes tentatives pour intéresser les médias à la question et vendre un article à la pige, la place que les médias québécois étaient prêts à allouer à la question était minime. J'effectue donc cette recherche, soumise à ce biais qu'ont engendré mes expériences de 2011. D'abord, il semblait que le traitement de cette nouvelle dans les médias québécois était extrêmement complexe, en raison de l'hermétisme de communautés du Nunavik, mais aussi des experts, qui ensemble redoutaient le manque de formation des journalistes et la réaction des communautés. J'ai eu le sentiment que cette fermeture découlait du manque de communication entre le Nord et le Sud, et du manque d'intérêt d'avoir cette communication. Également, l'isolement géographique du Nunavik m'avait paru comme un obstacle majeur pour la couverture médiatique, les coûts exorbitants de déplacement m'ayant freinée à couvrir l'événement comme journaliste pigiste.

CHAPITRE 3 : RÉSULTATS

3.1 La couverture médiatique du référendum du 27 avril 2011 au Nunavik

En m'inspirant du modèle de *mise à l'agenda* tel que proposé par Iyengar et Kinder (1987), je pose que le fait de couvrir ou non une nouvelle impose un agenda de priorités aux individus, et que le manque de couverture médiatique du référendum de 2011 a non seulement joué sur le fait que la population soit mal informée, mais également sur le peu d'importance que la population a accordée au référendum.

Dans l'événement qui nous intéresse, vu les erreurs factuelles, les termes utilisés, le manque de sources et de mise en contexte, ainsi que la faible couverture médiatique, il semble que cette nouvelle ait été traitée comme si elle se passait sur un autre continent. Le seul journal à faire le tour de la question est *Nunatsiaq News*. Ce journal est publié en anglais et en inuktitut, en ligne quotidiennement et en version imprimée de façon hebdomadaire. Il n'est pas basé au Québec, mais bien à Iqaluit. Je l'ai inclus dans le corpus afin d'avoir un comparable et m'assurer qu'il y avait bel et bien des enjeux à couvrir dans l'événement sur lequel je travaille. On compte dans les archives de ce journal 13 articles publiés au sujet du référendum au courant des mois d'avril et mai 2011, en plus de 6 lettres d'opinion qui n'ont pas été retenues pour mon corpus¹⁵. Le seul élément de contenu qui est manquant dans les articles de ce journal porte sur l'histoire. Je crois qu'il aurait été souhaitable pour la compréhension optimale des lecteurs et des électeurs d'offrir une mise en contexte et un rappel historique de l'évolution de la question soumise au référendum.

Pour ce qui est des journaux du Sud, *La Presse* fait piètre figure avec aucun texte original, et seulement une dépêche de l'AFP publiée la journée même du référendum.

¹⁵ Les lettres ouvertes et d'opinion n'ont été prises en compte pour aucun média.

Les résultats de l'exercice référendaire n'ont pas été annoncés dans ce journal. *Métro* s'en est également tenu à une dépêche d'agence, mais encore plus succincte que *La Presse*, et n'annonçant que les résultats. La plupart des journaux ont écrit un texte avant le référendum et un texte suivant le référendum (*Le Devoir*, *L'Actualité*, *le Journal de Montréal*, *le Journal de Québec*, *Radio-Canada*). Notons que les deux textes de *Radio-Canada* sont presque identiques, et que le rédacteur n'a changé que quelques éléments pour adapter la nouvelle lors de la publication des résultats. Les textes sont pour la plupart très courts. Les tableaux 3.1.1 et 3.1.2 font état du nombre de mots consacrés au référendum au cours de mois d'avril et mai 2011.

Tableau 3.1.1 : Nombre d'articles publiés traitant du référendum en avril et mai 2011 selon le média (dépêches d'agences entre parenthèses)

Média	<i>La Presse</i>	<i>Le Devoir</i>	<i>L'Actualité</i>	<i>Journal de Montréal</i>	<i>Journal de Québec</i>	<i>La Presse canadienne</i>	<i>Radio-Canada</i>	<i>Métro</i>	<i>Nunatsiq News</i>
Nombre d'articles	0 (1)	2	2	1 (1)	2	1	2	0 (1)	13

Tableau 3.1.2 : Nombre de mots consacrés au référendum en avril et mai 2011 selon le média (dépêches d'agences entre parenthèses)

Média	<i>La Presse</i>	<i>Le Devoir</i>	<i>L'Actualité</i>	<i>Journal de Montréal</i>	<i>Journal de Québec</i>	<i>La Presse canadienne</i>	<i>Radio-Canada</i>	<i>Métro</i>	<i>Nunatsiq News</i>
Nombre de mots	0 (289)	555	377	122	366	170	468	0 (49)	6498

Je dois rappeler que les journalistes, pendant la période référendaire au Nunavik, étaient tous fort occupés par la campagne électorale fédérale et les élections du 2 mai 2011. Il pourrait être avancé que le contexte électoral — et la vague orange qui en découlait — était la priorité des médias, et que cela a affecté la couverture du référendum au Nunavik.

Les sources

À la lecture de ces articles, on note que le seul journal ayant interviewé des sources variées est *Le Devoir*. La plupart des journalistes n'ont fait aucune entrevue. *Nunatsiaq News* est le seul média de mon corpus à être allé sur le terrain et à donner la parole à la population (voir tableau 3.1.3). Il est par ailleurs intéressant de souligner que la journaliste Annie Saint-Pierre du *Journal de Québec* écrit avoir tenté de recueillir des commentaires sur les résultats du référendum, mais que le ministre responsable des affaires autochtones au Québec, Geoffrey Kelly, a refusé de commenter. Elle mentionne également que Jean-François Arteau, le porte-parole de la société Makivik, n'était pas non plus disponible. Pour ma part, du côté de *l'Actualité*, je sais que les négociateurs ne voulaient pas me parler parce que la situation était trop tendue et ils avaient peur que leurs propos soient déformés. Minnie Grey, une des négociatrices de l'entente, avait finalement accepté de me parler, mais ne souhaitait pas être citée. Quand j'ai tenté de contacter Jean-François Arteau, deux personnes différentes m'ont dit qu'il était parti à la chasse dès le lendemain du référendum. Des gens près du dossier et des universitaires ont également refusé de me parler parce que la situation était selon eux trop complexe pour m'être expliquée.

Tableau 3.1.3 : Sources interviewées dans le cadre du référendum, par nombre d'articles originaux en faisant la mention (excluant les dépêches d'agence)

	<i>La Presse</i>	<i>Le Devoir</i>	<i>L'Actualité</i>	<i>Journal de Montréal</i>	<i>Journal de Québec</i>	<i>La Presse canadienne</i>	<i>Radio-Canada</i>	<i>Métro</i>	<i>Nunatsiaq News</i>
Leaders inuits	0	1	0	0	0	0	0	0	7
Membres des communautés	0	0	0	0	0	0	0	0	5
Experts	0	1	2	0	0	0	0	0	0
Représentants du gouvernement	0	1 (QC)	0	0	1	0	0	0	2 (CAN)
Aucune source interviewée	-	1	-	1	1	1	1	1	-

Le contenu

Selon Harding, le manque de détails peut servir à renforcer la pensée binaire (Harding 2006, p. 224), et faire en sorte que l’auditoire catégorise plus rapidement, renforçant donc les stéréotypes. Dans le cadre du référendum du 27 avril 2011, le contenu des articles est maigre. Le tableau 3.1.4 fait état de certains sujets qui auraient mérité des explications ou pour lesquels la population aurait bénéficié, selon moi, d’être informée.

Tableau 3.1.4 : Contenu et enjeux abordés dans le cadre du référendum, incluant les dépêches d’agences

	<i>La Presse</i>	<i>Le Devoir</i>	<i>L' Actualité</i>	<i>Journal de Montréal</i>	<i>Journal de Québec</i>	<i>La Presse canadienne</i>	<i>Radio-Canada</i>	<i>Métro</i>	<i>Nunatsiag News</i>
Fusion des 3 organismes publics		X	X	X	X	X	X		X
Création du gouvernement/l’Assemblée du Nunavik	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Étapes futures ou bénéfiques	X	X	X		X		X		X
Question soumise au référendum		X					X		X
Groupe Facebook									X
Pouls de la population									X
Publication des résultats		X	X	X	X	X	X	X	X
Taux de participation		X indirect		X	X	X	X		X
Mention des Inuits en tant qu’individus		X							X
Nombre d’électeurs	X	X		X	X	X	X		X
Bureau de vote à Montréal	X				X		X		X
Négociations et/ou entente tripartites		X	X		X	X	X		X
Analyse/explications des résultats			X		X				X

On voit que *La Presse*, *le Journal de Québec* et *Radio-Canada* sont les seuls à mentionner qu'il y a un important bureau de vote à Montréal. Plusieurs omettent cette information, laissant donc croire que le vote ne se passe qu'au Nunavik. À ce sujet, notons également que *Nunatsiaq News* publie plusieurs articles pour informer la population d'où voter et comment, au Nunavik comme à Montréal. Les journaux du Sud ne le font pas, ce qui laisse supposer que ces journaux tiennent pour acquis que la population inuite du Nord et aussi du Sud ne s'informe pas via leur média et qu'ils n'ont pas le devoir de les informer à ce sujet. Si pareil événement se passait dans une autre région ou municipalité du Québec, ces informations seraient-elles données seulement par l'hebdomadaire local ?

Par ailleurs, lors d'un référendum populaire, il est de convenance d'annoncer la question précise soumise à la population. Or, ici, seulement 3 médias sur 9 l'ont fait. Si on regarde la couverture d'autres référendums de la décennie, par exemple en Catalogne ou en Écosse, la population est toujours consultée par les médias. Ici, seulement *Nunatsiaq News* a cherché le pouls des électeurs et s'est intéressé aux réflexions des Nunavikois. *Le Journal de Québec* dit avoir consulté des observateurs et des résidents du Nunavik, sans apporter plus de précision, ce qui fait que l'information est incomplète (qui étaient-ils ? Étaient-ils Inuits ? Étaient-ils des représentants, des leaders ? Cela change la donne). *Nunatsiaq News* est le seul média à aborder la question fondamentale de l'apport du groupe Facebook dans le débat préréférendaire. Les articles du *Devoir*, de *Radio-Canada* et *Journal de Québec* sont parmi les plus étoffés, couvrant 9 des 13 éléments que j'ai identifiés comme étant nécessaires à la compréhension globale de l'événement. Mais j'ai trouvé assez surprenant d'y noter des erreurs factuelles et des incohérences, que j'expliquerai dans la section suivante.

Les éléments historiques n'ont été abordés dans leur entièreté et leur complexité par aucun média (voir le tableau 3.1.5). Les grandes étapes de l'ébauche d'un projet d'autonomie régionale au Nunavik ne sont pas expliquées. Pour un lecteur qui n'est pas au fait des questions politiques au Nunavik, c'est-à-dire une grande majorité des lecteurs, ce projet de gouvernement régional au Nunavik semble alors en être un qui vient tout juste d'être discuté. Cela enlève de la profondeur et de l'importance à la nouvelle. La plupart des articles traitent de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois indirectement : ils mentionnent que les électeurs sont des bénéficiaires de la CBJNQ sans l'expliquer ou l'enrober d'un peu de substance. Encore là, le lecteur moyen ne sait pas de quoi il s'agit précisément et quelles en sont les implications. Le *Journal de Québec* mentionne que les démarches ont débuté il y a 13 ans sans toutefois mentionner explicitement la Commission du Nunavik. Pour ma part, je mène dans *l'Actualité* une entrevue avec un expert qui a siégé au comité de travail de 1984, sans expliquer quoi que ce soit de ce comité (je m'octroie le privilège de pouvoir en expliquer ici la raison : mon mandat, un texte de 150 mots, ne me le permettait pas).

Tableau 3.1.5 Éléments historiques mentionnés dans le cadre du référendum, incluant les textes d'agence)

	<i>La Presse</i>	<i>Le Devoir</i>	<i>L'Actualité</i>	<i>Journal de Montréal</i>	<i>Journal de Québec</i>	<i>La Presse canadienne</i>	<i>Radio-Canada</i>	<i>Métro</i>	<i>Nunatsiavut News</i>
CBJNQ (1974)		X	X indirect		X indirect	X indirect	X indirect		X 4 dont 1 indirect
Comité de travail et référendum (1987)			X						
Commission du Nunavik (2001)					X indirect				X (1)
Entente de principe (2007)									
Aucun élément historique	X			X	-	-	-	X	

Les termes utilisés et les erreurs factuelles

Il va sans dire que chaque erreur multiplie la mauvaise compréhension du public. Une question traitée trop simplement à cause d'une méconnaissance mène à des faussetés et dénature l'information (Trudel 2015, p.12). J'ai noté plusieurs dérapages dans les articles concernant le référendum.

L'article publié dans le *Journal de Québec* la journée du référendum a été classé dans la catégorie « Santé et éducation ». On explique dans l'introduction que le gouvernement serait indépendant en matière de santé et d'éducation. Cette affirmation est vraie, mais omet bien des facteurs plus complexes de la question : le classer dans cette catégorie est une erreur. Toujours dans le même média, l'article publié le lendemain du référendum a pour sous-titre « Autre échec pour le Plan Nord du gouvernement Charest ». Bien qu'il soit vrai que le Plan Nord ait joué dans les intentions de vote des Inuits, il est erroné et même réducteur de classer cet événement politique dans la catégorie des nouvelles concernant le Plan Nord. Cela semble évacuer les Inuits des efforts menés vers l'atteinte d'un gouvernement régional, en donnant plutôt le crédit au gouvernement du Québec et son Plan Nord. Le *Journal de Montréal* prend aussi un raccourci erroné en disant que l'entente avait été proposée par Québec et Ottawa : les négociations se sont faites à trois (incluant la société Makivik représentant les intérêts des Inuits). Mais surtout, ce sont les Inuits et non pas les gouvernements fédéral et provincial qui sont à l'origine d'une volonté d'autonomie régionale ! Ceci est une information fondamentale pour la compréhension de l'enjeu et pour la considération du peuple inuit.

Le titre de *l'Actualité* « Autonomie régionale : les Inuits n'en veulent pas ! » mérite également d'être discuté. La titraille est un travail qui n'est bien souvent pas effectué par le journaliste — en l'occurrence, dans ce cas, moi-même — mais plutôt par les chefs de pupitre ou les rédacteurs en chef. Ce titre démontre bien une volonté

d'accrocher le lecteur, sans pour autant être honnête et rigoureux. En effet, ce n'est pas que les Inuits « ne voulaient pas » d'autonomie régionale, mais qu'ils en voulaient plus¹⁶ ! Je relève par ailleurs une petite disparité dans les faits du côté du *Devoir*, qui parle de 14 villages au Nunavik dans un article, alors qu'un autre article du même journal mentionne qu'il y en a 15¹⁷. Aussi, dans l'idée que les mots peuvent influencer l'auditoire, notons *La Presse* (via un texte de *l'Agence France-Presse*) qui emploie un terme péjoratif en écrivant que le Nunavik est « coincé » entre le nord du 55^e parallèle et le sud de la Terre de Baffin. Je ne crois pas que ce territoire soit particulièrement à l'étroit ! Ce genre de terme met d'emblée l'article dans un cadre négatif.

Pour terminer cette section, je veux souligner qu'aucun nom d'Inuit ne figure dans les articles, mis à part *le Devoir* qui cite Adamie Padlayat, directeur régional du référendum. Cette exception faite, les Inuits en tant qu'individus sont absents de tous les articles des journaux du Sud. Certains mentionnent la société Makivik, mais sans pour autant mentionner les noms des négociateurs. Évidemment, si comme je le soulevais les Inuits ne voulaient pas s'exprimer dans les journaux, la situation est complexe. Toutefois, mon observation n'est pas au sujet des entrevues, mais concerne plutôt l'existence même des individus dans ces articles, des personnes réelles. Imaginons qu'un duo de leaders politiques¹⁸ du Sud travaillent à l'élaboration d'une entente menant à un référendum. En parlant de leurs travaux, nomme-t-on seulement le nom du parti politique, ou nomme-t-on aussi les noms des deux leaders ? Fort probable que la deuxième option soit la bonne réponse si l'événement se passait au

¹⁶ Lors de l'analyse des résultats, il a été constaté que les Inuits trouvaient que l'entente laissait trop peu de place à l'identité et à la culture inuite. Par ailleurs, le fait que chaque loi votée à l'Assemblée du Nunavik aurait dû être approuvée par Québec déplaisait aux Inuits, qui voulaient être libres et autonomes dans leurs choix.

¹⁷ Aucun des deux chiffres n'est foncièrement erroné, mais il vaudrait mieux être conséquent d'un article à l'autre. Il y a 14 communautés inuites au Nunavik. Le chiffre 15 inclurait probablement la communauté crie de Whapmagoostui. Il s'agit d'un village où les communautés crie et inuite vivent côte à côte, chacune d'un côté de la Grande rivière de la Baleine. Le côté inuit est nommé Kuujuarapik.

¹⁸ Deux personnes de Makivik étaient désignées négociateurs pour les Inuits dans le cadre du référendum : Minnie Grey et Jean-François Arteau.

Sud, même si ces leaders décident de ne pas s'exprimer publiquement. Or dans le cas qui nous concerne, les personnes physiques et réelles n'existent pas : elles n'existent qu'à travers un groupe, ce bloc homogène dont parlait Niezen (Niezen 2014). Quand on parle d'invisibilité dans les médias, ceci en est un bon exemple : même si on aborde les enjeux, où sont les individus ?

3.2 Année 2011, 2015 et 2018 dans *La Presse* et *Le Devoir*

À l'instar de Strasbourg (2018) qui faisait le même constat pour la couverture des sujets autochtones en général, je note dans ma période d'analyse une amélioration dans le contenu et la fréquence des nouvelles concernant le Nunavik. La couverture médiatique devient aussi plus globale, l'année 2018 comportant une plus grande variété de thèmes que les années 2011 et 2015. Par le nombre d'articles publiés, la longueur et la qualité des sujets, il est évident que les lecteurs ont davantage d'informations sur ce qui se passe au Nunavik en 2018. Or, il est frappant de voir que les Inuits ne sont que rarement cités comme sources, et qu'une majorité des sujets de ces articles traitent des sujets lourds, voire même très sombres.

Il y a donc dans les trois années une prédominance des articles à caractère négatif, avec une accentuation marquée en 2018¹⁹²⁰. Le nombre total d'articles ayant comme thème principal ou secondaire le Nunavik était le plus élevé en 2018²¹ ; en contrepois, il s'agit du plus haut taux d'articles négatifs, avec une moyenne de 61,5 % d'articles négatifs²². Le pourcentage est encore plus élevé si on s'en tient aux articles portant directement sur le Nunavik²³, avec un pourcentage de 70,3 %, *La Presse* et *Le Devoir*

¹⁹ Dans *La Presse* et *Le Devoir*, 46 des 65 articles abordaient des sujets négatifs en 2018 ; 23 sur 32 en 2015 et 13 sur 51 en 2011. Voir les tableaux à la page suivante pour les détails.

²⁰ Pour ces données, j'exclue les articles classés dans la catégorie « Nunavik, thème secondaire », car je souhaite faire ressortir les cadres des articles traitant essentiellement du Nunavik.

²¹ Notre total d'articles : 61 en 2011, 42 en 2015 et 78 en 2018.

²² 70% pour *Le Devoir* et 57% pour *La Presse*.

²³ En excluant les articles classés dans « Nunavik, thème secondaire »

confondus.²⁴ Évidemment, on sait que la majorité des sujets traités dans les nouvelles sont négatifs, et qu'il y a là une autre question sous-jacente que je ne traiterai pas, soit le rôle des médias dans la société et la démocratie.

TABLEAU 3.2.1 : Résultats pour l'année 2011
Total de 61 articles

	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse</i>
<i>Nombre d'articles</i>	23	38
	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse</i>
<i>Positifs</i>	2 (3,28 %)	9 (14,75 %)
<i>Neutres</i>	15 (24,59 %)	21 (34,43 %)
<i>Négatifs</i>	6 (9,83 %)	8 (13,11 %)

TABLEAU 3.2.2 : Résultats pour l'année 2015
Total de 42 articles

	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse+</i>
<i>Nombre d'articles</i>	17	25
	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse+</i>
<i>Positifs</i>	8 (47,05 %)	4 (16 %)
<i>Neutres</i>	5 (29,41 %)	2 (8 %)
<i>Négatifs</i>	4 (23,52 %)	19 (76 %)

TABLEAU 3.2.3 : Résultats pour l'année 2018
Total de 78 articles

	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse+</i>
<i>Nombre d'articles</i>	27	51
	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse</i>
<i>Positifs</i>	6 (22,22 %)	10 (19,6 %)
<i>Neutres</i>	2 (7,4 %)	12 (23,5 %)
<i>Négatifs</i>	19 (70,37 %)	29 (56,86 %)

²⁴ *Le Devoir* atteint alors un sommet avec 86,4% d'articles négatifs, et *La Presse* s'en tire avec 69%.

Ce chapitre abordera les constats réalisés quant à la couverture de chaque thème. On note un changement clair au niveau des priorités, les médias ayant de plus en plus abordé les questions d'enjeux sociaux pour délaissé les questions touchant aux ressources naturelles. Si on ne tient pas compte des articles ayant le Nunavik en thème secondaire, l'analyse de 2018 démontre que 76,56 %²⁵ des articles tirés des deux médias traitent d'enjeux sociaux. La politique n'obtient alors qu'un maigre 1,56 % et l'économie, 9,3 %. Le même calcul pour 2011 démontre que les enjeux sociaux n'occupent que 29,41 % des articles, contre 9,80 %²⁶ pour la politique, et 60,78 % traitent d'économie, majoritairement du Plan Nord et des ressources naturelles. Il y a donc un grand revirement quant aux thématiques entre 2011 et 2018. L'année 2015 est quelque part entre les deux : 64,71 % des articles traitent d'enjeux sociaux, 23,53 % d'économie et aucun ne parle de politique. Également, l'apparition en 2015 des articles que je classe sous le thème « histoire sociale »²⁷ est positive.

Il y a un grand nombre d'articles « neutres » pour l'année 2011 (près de 60 % des articles) qui s'explique par le fait que j'aie classé ceux se rattachant au Plan Nord dans cette catégorie. J'ai pris cette décision, car à la lecture des articles concernant le Plan Nord, un lecteur ne peut se faire une opinion des Inuits du Nunavik : ces articles ne donnent jamais l'avis des Inuits et ne parlent pas d'eux. Le lecteur n'est donc pas en mesure de savoir si ces nouvelles sont positives ou négatives pour le Nunavik. Aussi, une série de quatre articles sur les recherches environnementales effectuées par le Centre d'études nordiques a été classée dans la catégorie « thème secondaire », car ce sont les recherches et non le lieu qui sont au premier plan dans les articles.

²⁵ 49 articles sur 64.

²⁶ S'expliquant par le référendum régional et une élection fédérale.

²⁷ J'en recense trois en 2018 et six en 2015.

Enjeux sociaux

Les questions sociales sont donc beaucoup mieux couvertes en 2018 qu'elles ne l'étaient en 2011. Toutefois, ces articles sont souvent placés dans des cadres médiatiques similaires à ceux avancés par Harding (2006), soit les Autochtones dépeints comme des enfants, des êtres inférieurs, immatures ou plus facilement corruptibles ; l'image de l'homme blanc comme un sauveur des Autochtones primitifs ; le triomphe de la raison sur l'émotion. On peut par ailleurs noter que les constats de Carignan (2012) évoqués dans la revue de littérature sont encore réels, en tout cas en ce qui a trait à cette catégorie des enjeux sociaux : l'information est souvent basée sur des événements-chocs et négatifs.

Un bon exemple : en janvier 2015, *La Presse* publie un dossier intitulé « Loi et désordre au Far North »²⁸. Les articles de ce dossier en une de *La Presse* du samedi sont tous forts négatifs, comme l'annonce le titre. Ils dépeignent la dure réalité d'une partie de la population inuite, et s'attardent surtout au travail des policiers sur place. Bien qu'il ne faille pas nier cette dure réalité, je propose d'observer le ton utilisé pour la traiter. Le jeu de mots en titre est accrocheur, et justement, il faut réfléchir à l'impression que ce titre laisse aux lecteurs. Il est aisé de faire le parallèle avec le Far West, et notre imaginaire collectif du Far West est constitué de cowboys sans foi ni loi qui volent et qui s'entretuent, de maisons de débauche, d'alcool et, si on a été élevés avec *Lucky Luke*, rajoutons alors les *Blancs* qui se battent contre les *Indiens*. Bref, ce dossier qui illustre le dur métier de policier au Nunavik et des crimes qui y ont été commis est tombé dans un cadre stéréotypé et fort péjoratif dès les cinq premiers mots du titre, catégorisant le Nord au grand complet comme une contrée en manque de civilisation. Les victimes de ces articles semblent être les jeunes policiers blancs qui affrontent les

²⁸ *La Presse* papier et *La Presse+* comptaient trois articles sous ce titre le 24 janvier, qui était en une du journal du samedi. *La Presse+* avait un supplément de trois articles sous le même titre le 25 janvier, que je n'ai pas trouvés dans la version papier.

rigueurs du Nord pour sauver les *Indiens* dépravés, à l’instar des missionnaires du début du siècle dont on parlait dans la revue de littérature (Chartier 2005), et qui rappelle le cadre médiatique du *Blanc* sauveur (Harding 2006). Bien sûr, ces policiers vivent des épreuves quotidiennes au Nunavik et il est possible d’en traiter. Il aurait toutefois été nécessaire de cadrer l’article autrement, d’une manière moins sensationnaliste.²⁹

La question des vagues de suicides n’est abordée qu’en 2018. Elle n’est pas du tout abordée dans *le Devoir*, alors que *La Presse* y consacre quatre articles. Trois articles parlent du surpeuplement en 2018, contre un en 2011 et un en 2015 ; il semble donc que ce sujet soit récurrent. La santé préoccupe aussi les trois années, avec 1 article en 2011, 7 articles en 2015 et 10 articles en 2018. J’y reviendrai plus en détail dans la section suivante. Pour les autres grands sous-thèmes, on note entre autres en 2011 quatre articles dans *La Presse* sur le prix des aliments au Nunavik et l’incertitude alimentaire, en lien avec le programme gouvernemental Nutrition Nord. C’est un sujet qui reviendra en 2015, mais pas en 2018. L’éducation est abordée dans trois articles en 2011 et seulement un autre en 2018. Les histoires de meurtres comptent quatre articles en 2018, alors qu’il n’y en avait aucune dans les années précédentes. Finalement, on note en 2018 cinq articles concernant la protection de la jeunesse, un thème qui avait été abordé dans un seul autre article en 2011.

Six articles parlent d’histoire sociale en 2015 et trois en 2018. J’ai classé dans « histoire sociale » les sujets traitant d’aspect de la vie de tous les jours, de la société, racontés comme un récit qui nous en apprend plus sur le mode de vie et la culture des Inuits. Ces articles ne sont pas motivés par des événements récents. On retrouve par exemple dans *La Presse* un article sur les manteaux inuits. Dans *Le Devoir*, on trouve des articles

²⁹ D’un point de vue méthodologique, précisons que les articles du 25 janvier 2015, qui ne se retrouvent pas dans la version papier, ont été comptés comme un seul article. Dans *La Presse+*, il s’agit de plusieurs onglets, mais les articles sont très courts (238 mots, 315 mots, et l’article principal de 897 mots). On suppose donc que si ces articles avaient été publiés dans la version papier, les petits articles auraient été des encadrés dépendants de l’article principal. Le même principe a été appliqué pour les articles du 26 janvier.

sur l'histoire de Kuujjuarapik, où les Inuits cohabitent avec les Cris ; un article sur les habitudes des Nunavikois qui changent avec le réchauffement climatique ; et un article sur l'histoire de la création du village d'Umiujaq. Ces articles sont dans un cadre médiatique plus positif, humanisant ces communautés et revigorant leur culture.

Santé

Plusieurs articles traitent de santé en 2015, par exemple du retour de la tuberculose. Un dossier intitulé «Drame des enfants autochtones» dans *La Presse* fait état des circonstances de la mortalité infantile dans ces communautés pauvres, relatant entre autres de nombreuses morts atroces au Nunavik. Un autre dossier de *La Presse* ayant pour surtitre *Pénurie de logement* parle d'une maladie «digne du tiers-monde». L'autre article de ce dossier est titré, dans la version papier : «entassés dans l'immensité du Nord» (plus tôt, on a vu que l'AFP parlait d'être «coincé» dans l'immensité du Nord, là on y est entassés ; il s'agit d'un intéressant retour de cette image négative). En 2015, un autre grand dossier est surtitré : «grande enquête : le drame ignoré des enfants autochtones» raconte les piètres conditions de vie et les services inadéquats qui mènent au suicide des adolescents et aux maladies précoces. En 2018, j'ai classé 10 articles dans cette thématique. La plupart s'attardent au fait que les enfants qui sont transférés vers des hôpitaux du Sud ne peuvent être accompagnés de leurs parents dans l'avion, prétendument par manque d'espace. Ces articles démontrent l'insensibilité du gouvernement québécois, mais aussi l'isolement et le manque de ressources dont souffrent les habitants du Nunavik.

Préjugés

En 2018, on voit poindre un scandale au sujet d'un homme politique qui tient des propos offensants et teintés de préjugés. Le ministre québécois de la Santé, Gaétan Barrette, insinue que bien qu'on accepte les parents dans les avions-ambulances évacuant les enfants malades du Nord vers le Sud, un parent s'y verra refuser l'accès pour des raisons de consommation d'alcool ou de drogue. Je ne veux pas statuer sur la pertinence de cette affirmation, mais plutôt établir que ces propos peuvent renforcer une représentation négative des Inuits, ce pourquoi j'ai classé cet article dans préjugés. De plus, les débats sociaux qui ont découlé de cet événement étaient nombreux, et plusieurs articles ont été publiés, axés sous l'angle des préjugés.

Arts et culture, économie

Les articles traitant du tourisme sont présents dans chacune des années. Ils font ressortir des récits et des images semblables (grands espaces, isolement, randonnées et expéditions extrêmes), concordant avec le mythe du Nord. On note dans *La Presse* trois articles positifs de cette catégorie qui ont été payés par parcs Nunavik et First Air. Soulignons au passage que 6 articles classés comme positifs ont été réalisés suite à des invitations et les rédactions n'ont pas eu de frais à débours³⁰, *Le Devoir* ayant pour sa part été invité par le Cirque du Soleil en 2018 pour faire un reportage sur le programme Cirqiniq. Cela porte à croire que la difficulté d'accès et les coûts associés à ces voyages freinent les journaux à réaliser des reportages sur ce territoire, mais que lorsqu'ils obtiennent l'aide nécessaire, ils sont enclins à traiter de sujets culturels ou sociaux dans leurs pages. (*La Presse* dépêche toutefois un journaliste sur les lieux en

³⁰ Trois articles dans la catégorie « tourisme » de *La Presse* 2011, et trois articles dans la catégorie « culture » du *Devoir* en 2018.

2015 et en 2018, mais les thèmes traités et les raisons d’y aller sont, sans pour autant être dépourvus d’intérêt, négatifs et sensationnalistes.)

Pour l’économie et le développement, outre le tourisme, on constate que le Plan Nord est le sujet de l’année 2011 : rares sont les articles qui n’y font pas référence et de nombreux articles évoquent des investissements dans des complexes miniers. Il y a dans *Le Devoir* en 2015 un article traitant de nouvelles subventions gouvernementales pour un meilleur réseau internet au Nunavik, et une brève³¹ en 2018 concernant l’avènement du réseau cellulaire dans cette région. Une brève³² de *La Presse* en 2018 mentionne par ailleurs de nouveaux projets de production agroalimentaire à Kuujuaq. On peut donc conclure sans trop d’hésitations que le traitement des questions économiques est faible, malgré qu’il ne soit aucunement dépourvu d’intérêt.

Politique

Le texte paru dans *La Presse* en 2018 et intitulé « Les Inuits du Québec haussent le ton » est le type d’articles qu’on devrait, selon moi, lire davantage. Il a été écrit par Philippe Teisceira-Lessard, journaliste qui a également écrit le dossier *Loi et désordre au Far North*, que j’évoquais précédemment, et de nombreux autres articles sur le Nunavik. Dans cet article, on présente le nouveau chef de l’organisation Makivik et leader des Inuits, Charlie Watt. Il s’agit enfin d’un Inuk qui parle pour les Inuits dans un média québécois. L’image des Inuits qui transparaît du texte est humanisée, forte et digne. L’article est toutefois généralement négatif, à cause des propos de M. Watt qui sont dans un esprit généralement négatif, et non par les termes choisis par le journaliste. L’apparition de ce type de cadre médiatique est fort intéressante et n’est ni en concordance avec les cadres médiatiques qui avaient été soulevés par Harding (2006)

³¹ 104 mots

³² 109 mots

ni en concordance avec le mythe du Nord. On note donc un changement évident dans la couverture médiatique avec cet article, tel que je le soulignais également pour les sujets d'histoire sociale. Ce cadrage va à l'encontre de la majorité des représentations des Autochtones que l'on rencontrait jusqu'ici dans mon analyse. Par ailleurs, dans ce travail, j'ai décidé de ne pas analyser les photos publiées avec les articles, mais je tiens à mentionner ici que cet article est par ailleurs exceptionnel parce qu'il y a une photo de Charlie Watt : jusqu'ici, les images ne personnifiaient pas les Inuits. Cela rajoute une couche de réel sur le fait que les Inuits existent en tant qu'individus et non pas seulement en tant que groupe homogène. Il s'agit d'un petit article de 625 mots, placé dans les brèves de la section Actualité (écran 12 de La Presse+), et il s'agit du seul texte de l'année 2018 traitant de politique... Malgré tout, il représente un changement important. En 2015, aucun texte ne traite de politique. En 2011, on aborde brièvement la question du référendum, et on traite indirectement du Nunavik lors de l'élection fédérale. Rien qui ne permettait de comprendre la politique au Nunavik.

CHAPITRE 4 : CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Tel que démontré, peu d'articles expliquent les enjeux d'une manière qui permettrait de comprendre la complexité historique et sociale, et peu d'articles sont positifs. Une rapide analyse du nombre d'articles parus en 2019 dans *La Presse* et *Le Devoir* dessine une fréquence de publication similaire à 2018 : du 1^{er} janvier au 1^{er} août 2019, 32 articles concernant le Nunavik sont parus dans *La Presse*, contre 19 pour *Le Devoir*.

On ne peut conclure ce travail sans mentionner l'apport phénoménal de la couverture des enjeux autochtones que joue *Radio-Canada* depuis la création d'*Espaces Autochtones* en 2016. Les articles de *Radio-Canada* ne font pas partie de mon corpus, mais il est à noter que les questions autochtones en général, incluant le Nunavik, sont davantage couvertes et entendues par le public depuis la création de cette branche spécialisée du diffuseur public. En janvier 2019, plus de 27 000 personnes suivaient *Espaces Autochtones* sur Facebook. Il ne s'agit que de 0,3 % de la population du Québec, mais on peut croire que *Radio-Canada* reprend sur ses pages plus suivies les articles les plus importants, puisqu'ils sont à coût nul, ayant déjà été produits pour *Espaces Autochtones*.

Un article paru en 2019 a également attiré mon attention dans *La Presse*. « Suicides : le Nord s'enfonce dans la crise », publié le 31 juillet et écrit par Philippe Teisceira-Lessard. Cet article donne enfin la parole aux Inuits quant au sujet des vagues de suicide. Deux personnes interviewées sont d'origine inuite. De plus, à la fin de l'article, on nomme différentes lignes téléphoniques d'aide pour les personnes autochtones et les Inuits. Cela donne enfin l'impression que *La Presse* considère qu'ils sont, eux aussi, Québécois, et qu'ils lisent peut-être *La Presse* ! En outre, un article de *La Presse* écrit par Philippe Teiscera-Lessard en 2018, concernant le fait qu'une jeune femme battue par la police au Nunavik n'ait pas généré d'enquête, a été primé par le prix Judith-

Jasmin des Grands Prix du journalisme, le 5 mai 2019. Je crois que l'évolution dans le ton et le traitement est remarquable et positive.

Je me permets bien humblement de formuler, en guise de conclusion, quelques pistes de réflexion destinées aux artisans des médias, ceci avec l'espoir qu'une de ces pistes crée une étincelle qui mènera, dans un futur proche, à d'encore meilleures couvertures médiatiques du Nunavik et des questions autochtones.

4.1 Positivismisme et négativisme

Tout en continuant la couverture des sujets plus dramatiques et moins positifs lorsqu'ils sont d'intérêt public, une plus grande équité entre les sujets négatifs et positifs serait bénéfique. Intégrer des éléments d'histoire ou des mises en contexte pourrait aider les lecteurs à mieux connaître les populations du Nord et ainsi réduire le fossé culturel et l'ignorance face à cette partie du Québec. Il serait également judicieux d'inclure, à même les textes sur des sujets plus lourds, des informations concernant les solutions avancées et les mesures mises en place par les communautés elles-mêmes pour contrer les problèmes soulevés. La méconnaissance et les préjugés sont grands, et on peut parier que dans ces conditions, la couverture médiatique a un impact et des conséquences plus profondes que le traitement d'une nouvelle au sujet de laquelle l'opinion du public est préalablement neutre ou positive. Il faut donc tenter de ne pas toujours alimenter les mêmes stéréotypes qui concertent le public dans ses idées préconçues.

4.2 Le choix des mots

Le choix des mots a un impact, et je crois qu'il ne faut pas le perdre de vue. Des mots à connotation négative peuvent être substitués par des mots plus positifs, sans même changer le sens de la phrase. À titre d'exemple, les demandes, revendications,

combats, luttes, conflits peuvent devenir les questions, dossiers, propositions, priorités, préoccupations, réalités. Je crois qu'il faut porter une grande attention aux titres, afin qu'ils ne déforment pas la réalité ou ne soient pas porteurs de préjugés, tel que je l'ai soulevé dans les résultats (ex. « Autonomie régionale : les Inuits n'en veulent pas » *L'Actualité*, 2011 ou encore « Loi et désordre au Far North », *La Presse*, 2015). Comme le disait Grenier (1992), les titres servent évidemment à vendre ! Toutefois, il faut savoir repérer et contourner les titres qui pourraient stéréotyper les peuples autochtones et en donner une image péjorative. Un titre-choc est une bonne technique pour générer des clics, mais il se doit d'être rigoureux également, car si la personne ne clique pas, c'est la seule chose qui l'aura informée. Grenier appelait à la prudence :

Terms in headlines are capable of reinforcing long-held stereotypes, attributing ulterior motives to groups or individuals to whom they refer, and arguably even provoking unplanned behaviour. (...) Especially during times of recurrent conflict between an ethnic group and majority institutions or groups, newspaper professionals must exercise care in the selection of terms for placement in headlines. (Grenier 1992, p. 284)

4.3 La formation et la compréhension des enjeux

Comprendre l'histoire politique et sociale du Nunavik est essentiel pour assurer une couverture médiatique fiable. L'histoire politique contemporaine du Nunavik est relativement courte : elle prend racine lors de la sédentarisation, avec la création des villages dans les années 1950. Plusieurs auteurs ont traité de l'histoire du Nunavik dont Éric Canobbio, Martin Papillon, Jean-Jacques Simard, Thierry Rodon, Martin Thibault. Pour mieux comprendre les Inuits par les Inuits, ainsi que les négociations politiques vécues de l'intérieur, notons l'autobiographie de Taamusi Qumaq et les écrits de Zebedee Nungak. De nombreux films sont aussi disponibles sur le site web de l'Office national du film (ONF). Parmi d'autres, « Debout sur leur terre », de Maurice Bulbulian, offre un intéressant portrait des trois villages dissidents de la CBJNQ, qui

donne une image forte et positive des Inuits luttant pour leurs droits et leur autonomie. Ce film est une petite immersion culturelle.

L'appel à l'action no 86 de la CVR appelle les responsables des programmes de formations en journalisme de traiter des questions autochtones. L'appel à l'action no 23 du rapport de la CERP formule la même requête. D'ici à ce que ces appels à l'action soient entendus, et sachant que ces questions n'ont pas été traitées avec la profondeur qu'elles méritaient dans la plupart des cheminements scolaires des journalistes aujourd'hui en poste, il serait judicieux que les patrons de presse prévoient des activités de formation continue. Idéalement données par des personnes d'origine autochtone, ces formations permettraient à ceux qui ont entre leur main le pouvoir d'écrire sur ces nations, journalistes d'expérience comme rédacteurs juniors, d'y être sensibilisés. Cela réduirait le fossé culturel et permettrait une meilleure compréhension des enjeux. Surtout, cela humaniserait ce peuple et permettrait de mettre un visage sur des questions qui semblent étrangères et que l'on traite parfois comme tel, mais que l'on côtoie pourtant à petite échelle, tous les jours dans les rues de Montréal.

Dans un monde idéal, le gouvernement reconnaîtrait ce besoin de formation et participerait à son financement. Le gouvernement pourrait également reconnaître le manque de ressources pour couvrir les questions nordiques et prévoir des subventions afin que les médias puissent se rendre sur place plus fréquemment. En outre, la formation d'un plus grand nombre de journalistes inuits serait bénéfique.

4.4 Les sources

Il serait utile de consulter les nouvelles des médias inuits et autochtones. *Nunatsiaq News* est la référence pour toute question relation au Nunavik et au Nunavut. Une petite émission de radio nommée *Nipivut* est également disponible en ligne et produite par et

pour les Inuits de Montréal. Peut-être que d'établir des contacts avec les journalistes de *Nunatsiaq News*, ou encore effectuer des entrevues avec eux dans certains cas, pourraient être des actions intéressantes pour créer des liens. Il serait souhaitable que les Inuits aient davantage la parole dans les médias du Sud, pour supprimer l'impression que les Blancs — qui les « aident » dans le Nord — parlent toujours pour eux, ramenant ainsi l'image du blanc sauveur dont parlait Chartier (2005) et Harding (2006). Les organismes comme la société Makivik, ou encore l'institut culturel Avataq, ayant des bureaux à Montréal, peuvent peut-être collaborer et être des sources à consulter. Par ailleurs, avoir un journaliste attiré aux questions autochtones peut certainement aider à établir un carnet de contacts pour le futur. Évidemment, aller sur le terrain est la meilleure façon de tisser ces liens interpersonnels et créer une proximité avec les Inuits est incontournable pour produire de l'information authentique. Reste à établir une relation qui prend en compte la culture des peuples autochtones, et voici quelques éléments à ce sujet pour amorcer une réflexion interculturelle et intersubjective.

4.5 La compréhension interculturelle

Il peut être intéressant de réfléchir aux questions interculturelles dans une position intersubjective, c'est-à-dire de prendre en compte l'ontologie et la philosophie autochtones sans pour autant mettre les siennes de côté, créant alors un nouveau lieu d'échanges où chacun est considéré. Smith suggère que le plus grand contraste entre les peuples autochtones et l'Occident réside dans les différences dans les valeurs, la spiritualité, les croyances et les attitudes (Tuhiwai-Smith 1998, p.78). Ces divergences dans la façon de voir le monde sont, selon elle, un important obstacle dans l'atteinte d'une compréhension de l'Autre : « The arguments of different indigenous peoples based on spiritual relationships to the universe, to the landscape and to stones, rocks,

insects and other things, seen and unseen, have been difficult arguments for Western systems of knowledge to deal with or accept. » (Smith 1998, p. 78)

Par exemple, le rapport à la terre est bien différent pour les peuples autochtones. Des concepts qui sont tenus pour acquis au Sud n'ont pas nécessairement de sens au Nord, comme celui de posséder une partie de la terre. Il faut en tenir compte dans le traitement des nouvelles et également dans la manière d'interviewer des Inuits et de réfléchir aux événements. Certaines cultures autochtones sont plus réservées, ont un mode de communication différent du nôtre, ont un comportement différent. Il faut s'y préparer et en tenir compte (Trudel 2017, p. 10). Un bon départ pour cette réflexion est le site internet du journaliste de CBC et professeur Duncan McCue : *Reporting in indigenous communities*. On retrouve sur ce site un guide à l'intention des journalistes afin de les aider à bien couvrir les nouvelles concernant les peuples autochtones.

Voici quelques pistes de réflexion supplémentaires sur la philosophie autochtone, en guise d'ouverture à un approfondissement nécessaire. Leanne Betasamosake Simpson, une écrivaine Nishnaabeg, explique que dans l'histoire de sa nation, la mobilisation a toujours commencé par des petites choses, et que ces échos du passé doivent se faire entendre par le *storytelling*. Elle explique que les histoires ont soudé les communautés, leurs savoirs et leur mémoire collective. Elle parle de « kitchen table resistance » (Simpson, 2011, p. 126). Il faut réaliser ici l'importance du partage via la langue orale, opposée à la prédominance des savoirs écrits dans la culture occidentale. L'autrice fait une analogie de la mère, de l'enfant et de l'allaitement qu'elle compare à une relation de partage, comme celle qui devrait exister entre deux nations souveraines. Cette analogie fait également référence à la question relationnelle soulevée par Caroline Hervé au sujet du référendum de 2011 (Hervé, 2014). Elle explique que les nations autochtones avaient toutes sortes de traités, entre elles, mais aussi avec les animaux, qui impliquaient que chaque partie avait des droits et des responsabilités, et qu'il fallait

s'assurer que chacun ait à manger et soit respecté. Cela fait également écho aux écrits de Nicole Gombay sur l'économie inuite :

Le concept qui guide leur comportement idéationnel vis-à-vis ces animaux est *pitsiatuq*, une expression qui recoupe à la fois les notions de respect, de crainte, d'humilité et d'honneur. Les animaux ont un pouvoir énorme, et, selon le comportement des êtres humains, ils se présentent à eux pour être tués et mangés. (Gombay, 2013, p. 335)

Le respect n'est pas seulement une question entre humains, mais implique aussi l'environnement et les « entités non humaines suprasensibles » (Beauclair p. 74). C'est une manière d'être dans le monde et avec le monde, appuyée par une économie de partage, qui contraste avec la conception environnementale occidentale et l'économie de marché.

La conception du temps et de l'espace autochtone n'est par ailleurs pas semblable à la vision qu'en a l'Occident. Pour les peuples autochtones, ces deux concepts vont de pair (Smith 1998, p. 53). Les frontières étaient un concept peu rigide dans les traditions autochtones. « (...) Le territoire nishnaabe était délimité par la langue, la philosophie, la manière de vivre et la culture politique. Le sens des concepts nishnaabeg de *nation* et de *souveraineté* est très différent de celui des concepts modernes, mais ils existaient et s'exprimaient. » (Simpson, 2011, p. 110) Simard soulève une philosophie similaire chez les Inuits, suggérant qu'il s'agit d'un *milieu* et non d'un *territoire* : « on s'approprie d'abord des gens pour produire des gens, quelque part ; et on prend par ailleurs ce que la nature donne, quitte à changer de place si c'est trop peu. (...) Notre concept juridique de territoire délimité est ici sans effet, intraduisible. » (Simard 2003, p. 141)

ANNEXE A : SURVOL HISTORIQUE DU RÉFÉRENDUM DE 2011

Le sociologue Jean-Jacques Simard explique que la demande d'autonomie gouvernementale chez les Inuits a d'abord germé dans une conscience régionale qui est devenue politique, au sein du mouvement de la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec des années 1960 (Simard 2003, p.198). La volonté d'autonomie politique a finalement abouti à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) en 1974. Les Inuits du Nunavik sont bénéficiaires, avec les Cris et les Naskapis³³, de ce premier traité moderne au Canada, ratifié en 1975. Avec la CBJNQ, la région s'est dotée d'un gouvernement régional et de trois structures administratives reconnues : l'Administration régionale Kativik, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, et la Commission scolaire Kativik. Le problème soulevé quant à ces structures administratives est qu'elles restaient entièrement soumises aux lois du Québec.

Le tiers des Inuits n'ont pas ratifié la CBJNQ, car ils considéraient que ce n'était pas là une entente leur conférant suffisamment d'autonomie. Ces dissidents de la CBJNQ ont alors tenté dans les années suivantes de relancer un comité régional sur l'autonomie gouvernementale. Ils ont tenu en 1987 un premier référendum populaire pour enclencher le processus d'accès à l'autonomie politique (Simard 2003, p. 218).

En s'appuyant sur le plan d'action fédéral de 1998 *Rassembler nos forces*, plusieurs nations autochtones ont mis en place des initiatives politiques. Au Québec, la nouvelle identité régionale appelée « Nunavik » est créée la même année. Une négociation s'enclenche alors entre le gouvernement québécois et les leaders inuits pour obtenir davantage d'autonomie. Martin Papillon voit d'un bon œil les événements qui ont découlé de ce plan d'action :

³³ Les Naskapis se sont joints à la CBJNQ en 1978 avec la ratification de la Convention du Nord-Est québécois.

(...) la combinaison de la logique de partenariat qui motive ces programmes et la reconnaissance constitutionnelle dont bénéficient les peuples autochtones contribue à consolider de manière significative la légitimité des organisations et gouvernements autochtones en tant qu'intermédiaires entre l'État et les citoyens autochtones. (Papillon 2006, p. 469).

La Commission du Nunavik a ensuite été créée, en 1999, afin d'étudier la question d'un gouvernement autonome et d'une unification des institutions créées par la CBJNQ. La Commission est chargée de proposer une forme d'autonomie gouvernementale pour la région. Les travaux de cette Commission révèlent que l'autonomie permettrait aux Inuits d'être plus sensibles à l'environnement que ne le sont les gouvernements actuels, et permettrait aussi de doter la région d'institutions qui préserveraient la culture et la langue (Létourneau 2005, p. 40). « Le rapport de la Commission cite comme moyen d'action la conception d'une Charte de la langue et de la culture inuit, la prédominance de l'inuktitut dans les activités du gouvernement, l'augmentation du temps d'antenne consacré à cette langue, une présence plus importante dans les médias écrits, etc. » (Létourneau 2005, p. 43). Finalement, les négociations suivant le rapport de cette Commission débouchent en 2007 avec la signature d'une entente entre les gouvernements du Canada, du Québec et la Société Makivik, entente qui promet de donner des compétences accrues à un nouveau gouvernement régional. L'entente finale est conclue en janvier 2011, et mène à un référendum le 27 avril de la même année. À l'issue de ce référendum, un rejet clair de l'entente : l'approbation de l'entente obtiendra un maigre appui de 33 % des voix. Les citoyens appelés aux urnes ont majoritairement reproché à l'entente de ne pas conférer assez de pouvoirs aux Inuits, de ne pas aller assez loin (Papillon 2011, p. 2). Dans le contexte du Plan Nord du gouvernement libéral, les Inuits souhaitent bénéficier de ce développement dans leur région, tout en gérant eux-mêmes les impacts positifs et négatifs engendrés, affectant leurs communautés.

L'entente proposée au référendum aurait fusionné les trois administrations pour former une assemblée régionale et un conseil exécutif élus, mais la nouvelle administration n'aurait eu aucun pouvoir législatif. En fait, les négociateurs de l'entente ont martelé à plusieurs reprises que cela ne constituait qu'une première phase de consolidation de la structure, pour ensuite se diriger vers davantage d'autonomie dans une phase subséquente, mais le message n'a pas passé dans la population. Papillon soulève dans son texte diverses analyses pour ce rejet : insécurité identitaire, désaveu du leadership en place, manque de précision sur les étapes subséquentes, manque d'importance accordée à la protection de la culture, et méfiance envers le gouvernement provincial (Papillon 2011). Pour Papillon, il est évident entre autres que les jeunes du Nunavik souhaitent aller plus loin. Ils souhaitent un véritable gouvernement inuit autonome, et le contexte politique a soulevé à nouveau l'urgence pour cette communauté de gérer eux-mêmes leurs ressources.

L'autonomie gouvernementale n'est évidemment pas une panacée dans un tel contexte. En soi, un plus grand contrôle en matière d'éducation ou d'environnement ne règle rien. Mais la possibilité pour une population en quête de repères de définir sa propre trajectoire face aux changements ne doit pas être sous-estimée (Papillon 2011, p. 6).

L'auteur avance également que le fait de ne pas pouvoir sortir du cadre étatique défini par la Constitution empêche d'accéder à un véritable pouvoir. Il souligne que plusieurs Premières Nations ont d'abord élaboré leur propre constitution avant de négocier avec le gouvernement (Papillon 2011, p. 7).

Par ailleurs, les ontologies autochtones vont dans le sens d'une préservation des relations avec les mondes environnants, même si ces mondes sont différents du leur (Hervé 2014, p. 139). Conséquemment, depuis le début des négociations avec les Inuits du Nunavik, une volonté d'être un partenaire égal avec les gouvernements est fortement ressentie. L'idée d'autonomie chez les Inuits ne réfère pas à la sécession, mais bien à

une relation égalitaire. Hervé cite les propos d'un citoyen d'Inukjuak, tirée des audiences de la Commission Neville-Robitaille³⁴ :

Lorsque nous menons un attelage de chien, le chien n'est pas le maître. La même chose s'applique ici ; nous ne voulons pas être comme des chiens et voir se prendre des décisions que nous devons ensuite suivre. Ce document [transfert de la région au gouvernement provincial] a été signé sans notre consentement. Cela nous ennuie. (Hervé 2014, p. 143)

Elle soulève également que l'indifférence du gouvernement québécois est vécue comme un traumatisme, une douleur. Elle souligne, comme Papillon, la remise en question de la légitimité des négociateurs et des élites par le peuple inuit dans le processus de 2011. L'autrice explique cette méfiance par un traumatisme historique, la tradition inuite vouant une grande importance à la bonne entente.

Zebedee Nungak, important leader inuit, explique pour sa part l'échec du référendum ainsi :

Les gens ne se reconnaissaient tout simplement pas dans ce qui leur était proposé. Tout était beaucoup trop gouvernemental et pas du tout inuit ! La proposition ne faisait presque pas mention de l'identité, de la langue et de la culture inuit³⁵. Le caractère inuit était pratiquement absent de cette première proposition d'un régime gouvernemental pour le Nunavik. Néanmoins, encore aujourd'hui, les gens sont déterminés à améliorer la qualité de la gouvernance du Nunavik. (Nungak 2019, p. 175)

³⁴ Commission tenue en 1970 et mise sur pied pour prendre acte des préoccupations de la population nordique.

³⁵ Invariable dans le texte.

ANNEXE B : RÉSULTATS DU CLASSEMENT THÉMATIQUE POUR
L'ANNÉE 2011

Total de 61 articles

	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse</i>
Nombre d'articles	23	38

Thématiques principales		<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse</i>
Enjeux sociaux 15/61 (24,59 %)	Meurtres	0	0
	Violence, abus sexuels	0	0
	Pauvreté/insécurité	0	5 (13,16 %)
	Suicide	0	0
	Éducation	3 (13,04 %)	0
	Santé	0	1 (2,63 %)
	Discrimination, préjugés	0	0
	Alcoolisme	0	0
	Criminalité	0	0
	Surpeuplement/logement	0	1 (2,63 %)
	Services à la population	0	0
	Violence policière	0	0
	Détention	0	0
	DPJ	1 (4,34 %)	0
	Histoire sociale	0	0
Justice	0	0	
Économie 31/61 (50,82 %)	Tourisme	0	5 (13,16 %)
	Emploi	0	0
	Développement	1 (4,34 %)	2 (5,26 %)
	Ressources naturelles	8 (34,78 %)	15 (39,47 %)
Politique 5/61 (8,20 %)	Régionale	3 (13,04 %)	0
	Provinciale	1 (4,34 %)	1 (2,63 %)
	Nationale	0	0
Arts et culture 1/61 (1,64 %)	1 (4,34 %)	0	
Sport 1/61 (1,64 %)	0	1 (2,63 %)	
Nunavik comme thème secondaire 10/61 (16,39 %)	7 (30,43 %)	7 (18,42 %)	

ANNEXE C : RÉSULTATS DU CLASSEMENT THÉMATIQUE POUR
L'ANNÉE 2015

Total de 42 articles

	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse+</i>
Nombre d'articles	17	25

Thématiques principales		<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse+</i>
Enjeux sociaux 22/42 (52,38 %)	Meurtres	0	0
	Violence et abus sexuels	0	1 (4 %)
	Pauvreté/insécurité	1 (5,88 %)	0
	Suicide	0	0
	Éducation	0	0
	Santé	0	7 (28 %)
	Discrimination, préjugés	0	0
	Alcoolisme	0	0
	Criminalité	0	4 (16 %)
	Surpeuplement/logement	0	1 (4 %)
	Services à la population	0	0
	Violence policière	0	0
	Détention	0	0
	Histoire sociale	4 (23,52 %)	2 (8 %)
	DPJ	0	0
Justice	0	2 (8 %)	
Économie 8/42 (19,05 %)	Tourisme	3 (17,65 %)	0
	Emploi	0	0
	Développement	1 (5,88 %)	0
	Ressources naturelles	2 (11,75 %)	2 (8 %)
Politique 0/42	Régionale	0	0
	Provinciale	0	0
	Nationale	0	0
Arts et culture 0/42		0	0
Sport 2/42 (4,76 %)		0	2 (8 %)
Nunavik comme thème secondaire 8/42 (19,05 %)		6 (35,29 %)	4 (16 %)

ANNEXE D : RÉSULTATS DU CLASSEMENT THÉMATIQUE POUR
L'ANNÉE 2018

Total de 78 articles

	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse+</i>
Nombre d'articles	27	51

Thématiques principales		<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse+</i>
Enjeux sociaux 49/78 (62,82 %)	Meurtres	1 (3,7 %)	3 (5,9 %)
	Violence, abus sexuels	0	0
	Pauvreté/insécurité	0	0
	Suicide	0	4 (7,84 %)
	Éducation	1 (3,7 %)	1 (1,96 %)
	Santé	3 (11,11 %)	7 (13,73 %)
	Discrimination, préjugés	3 (11,11 %)	1 (1,96 %)
	Alcoolisme	0	2 (3,9 %)
	Criminalité	0	2 (3,9 %)
	Surpeuplement/logement	1 (3,7 %)	2 (3,9 %)
	Services à la population	0	1 (1,96 %)
	Violence policière	0	2 (3,9 %)
	Détention	1 (3,7 %)	0
	Commission Viens	3 (11,11 %)	3 (5,9 %)
	DPJ	2 (7,4 %)	3 (5,9 %)
	Histoire sociale	2 (7,4 %)	1 (1,96 %)
Justice	2 (7,4 %)	0	
Économie 6/78 (7,69 %)	Tourisme	0	2 (3,9 %)
	Emploi	0	0
	Développement	1 (3,7 %)	2 (3,9 %)
	Ressources naturelles	0	1 (1,96 %)
Politique 1/78 (1,28 %)	Régionale	0	1 (1,96 %)
	Provinciale	0	0
	Nationale	0	0
Arts et culture 4/78 (5,13 %)		3 (11,11 %)	0
Sport 4/78 (5,13 %)		0	4 (7,84 %)
Nunavik comme thème secondaire 14/78 (17,95 %)		5 (18,52 %)	9 (17,65 %)

BIBLIOGRAPHIE

- Agence France-Presse. (2011, 27 avril.) Référendum sur un gouvernement régional pour les Inuits. *La Presse*. Récupéré de <https://www.lapresse.ca/actualites/national/201104/27/01-4393961-referendum-sur-un%20gouvernement-regional-pour-les-inuits.php%C3%A0>
- Altamirano-Jimenez, I. (2010) Neoliberalism, racialized gender and indigeneity, *Dans Indigenous identity and resistance: researching the diversity of knowledge. Dunedin, Otago University Press*, pp. 193–207.
- Althaus, S. L. et Tewksbury, D. (2002) Agenda Setting and the “New” News. *Communication research*, Vol. 29, No. 2, p. 180–207.
- Antomarchi, V. (2009) Tourisme, identité et développement en milieu inuit : Le cas de Puvirnituq au Nunavik. » *Téoros*, volume 28, numéro 1, 2009, p. 52–60.
- Beauchair, N. (2016) Épistémologies autochtones et décolonialité. Réflexions autour de la philosophie interculturelle latino-américaine. *Recherches amérindiennes au Québec*, Volé 45, Numéro 2-3, p. 67-76
- Bourdieu, P. (1997) *Sur la télévision*, Paris : Liber éditions.
- Bourdieu, P. (1991) *Langage et pouvoir symbolique*, Paris ; Le Seuil.
- Brewer, M. et Gardner, W (2004). Who is this « We»? Levels of Collective Identity and Self Representations. Dans M. J. Hatch et M. Schultz (dir.), *Organizational identity* (p. 66-80). New York : Oxford University Press.
- Canobbio, É. (2009). *Géopolitique d’une ambition inuite. Le Québec face à son destin nordique*. Québec : Septentrion.
- Carignan, M.-E. (2012) L’état de l’information locale, régionale et nationale au Québec : le point de vue des Premières Nations. *Recherches amérindiennes au Québec*, 42 (1), 49–57.
- Centre d’études sur les médias (2019) Portraits sectoriels : presse quotidienne. Récupéré de https://www.cem.ulaval.ca/publics/portraits_sectoriels/presse-quotidienne/

- Chartier, D. (2005) Problématiques de l'histoire de la représentation des Inuits, des récits des premiers explorateurs aux œuvres cinématographiques. *Revue internationale d'études canadiennes*, no. 31, pp. 177-196.
- Coleman, R. et McCombs, M. (2007) The Young and Agenda-less? Exploring Age-related Differences in Agenda Setting on the Youngest Generation, Baby Boomers, and the Civic Generation. *J&MC Quarterly*, Vol. 84, No. 3, p. 495–508.
- Commission de vérité et réconciliation du Canada (2012) *Appels à l'action*. Récupéré de <http://www.trc.ca>
- Commission royale sur les peuples autochtones. (1996) *Volume 5 : Vingt ans d'action soutenue pour le renouveau*. Ottawa : Gouvernement du Canada. Récupéré de : <https://www.bac-lac.gc.ca/fra/decouvrez/patrimoine-autochtone/commission-royale-peuples-autochtones/>
- Coulthard, G. S. (2018) *Peau rouge, masques blancs*. Montréal : LUX.
- D'Angelo, P. et Kuypers, J. (2009). *Doing News Framing Analysis. Empirical and Theoretical Perspectives*. New York: Routledge.
- De Vreese, C. H. et Lecheler, S. (2016) Framing Theory. Dans *The International Encyclopedia of Political Communication*, First Edition. Hoboken: John Wiley & Sons.
- Duhaime, G., Brousseau, S., Grenier, J., Therrien, A. & Beaudoin-Jobin, C. (2013). Le développement du Nord et le destin du Québec. *Recherches sociographiques*, 54 (3), 477–511.
- Entman, R. M. (1993) Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm. *Journal of Communication*, Vol. 43, no 4, p. 51–58.
- Gamson, W. A. et Modigliani, A. (1989). Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power. A Constructionist Approach. *American Journal of Sociology* Vol. 95, No. 1, pp. 1–37.
- Glowczewski, B. (2016). Debout avec la terre : Cosmopolitiques autochtones et solidarités autochtones. *Multitudes*, 65, (4), pp. 104-111.

- Gombay, N. (2013) Oubliez la faune et la flore et vivez par l'argent : le Plan Nord, l'économie et le développement nordique, *Géographie, économie, société*, vol. 15, no. 4, pp. 327-344.
- Gouvernement du Québec (2019) Rapport final, Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès. Québec : Jacques Viens. Récupéré de www.cerp.gouv.qc.ca
- Grenier, M. (1992) *Critical Studies of Canadian Mass Media*. Toronto : Butterworths.
- Hamelin, L.-E. (1980) *Nordicité canadienne*. Ville LaSalle : Éditions Hurtubise HMH.
- Harding, R. (2006) Historical representations of aboriginal people in the Canadian news media. *Discourse & Society*, vol. 17 no 2, p. 205–235.
- Harris, C. (2004) How Did Colonialism Dispossess? Comments from an Edge of Empire. *Annals of the Association of American Geographers banner*, Vol. 94, Issue 1, pp. 165–182.
- Hervé, C. (2014) Le pouvoir du « non » dans le processus d'autonomie politique au Nunavik. *Études/Inuit/Studies*, 38 (1-2), 137 – 156.
- Iyengar, S. et Kinder, D. (1987) *News that Matters*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Jodelet, D. (2003) *Les représentations sociales*. Paris : Presses universitaires de France.
- Lasserre, F. (1998) *Le Canada d'un mythe à l'autre. Territoire et images du territoire*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH.
- Lawrence, B. et Kim, A. (2005) Introduction to Indigenous Women: The State of Our Nations. *Atlantis* no. 29 vol. 2 pp. 1–10.
- Lecours, A. (2000) Theorizing Cultural Identities: Historical Institutionalism as a Challenge to the Culturalists. *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique XXXIII* : 3, pp. 499-522
- Létourneau, J.-F. (2005) Modernité et autonomie politique. La lutte des Inuits du Nunavik. *Globe*, Vol. 8, No. 1, p. 37 – 48.

- Maddison, S. (2013) Indigenous identity, « authenticity » and the structural violence of settler colonialism. *Identities*, Vol. 20, Issue 3, pp. 288–303
- Makivik Corporation (2014). *Voices and Images of Nunavimmiut*. Hanover: IPI Press.
- Martin, T. (2003). *De la banquise au congélateur. Mondialisation et culture au Nunavik*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Martin, T. et Cournoyer, M. (2011). Relations politiques et socioéconomiques entre les Cris et les Inuit de la baie James. Une étude de cas : Kuujjuarapik-Whapmagoostui. Dans J.-G. Petit, Y. Bonnier Viger, P. Aatami, A. Iserhoff (dir.), *Les Inuit et les Cris du Nord-du-Québec* (p. 173-200). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- McBride, S. (1980) *Voix multiples, un seul monde. Rapport de la commission internationale pour l'étude des problèmes de la communication*. Récupéré de https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000040066_fre
- McCombs, M. et Shaw, D. L. (1972) The Agenda-Setting Function of Mass Media. *The Public Opinion Quarterly*, Vol. 36, No. 2, pp. 176–187
- McCombs, M. (2004) *Setting the Agenda: The Mass Media and Public Opinion*. Cambridge: Polity Press.
- McCue, Duncan (s. d.). *Reporting in Indigenous Communities*. Récupéré de <http://riic.ca/>
- Morin, M. (1997) *L'usurpation de la souveraineté autochtone*. Montréal : Boréal.
- Nadeau, J.-F. (20 juillet 2019). Les conséquences d'une méconnaissance autochtone. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/559089/les-consequences-d-une-meconnaissance-des-autochtones>
- N.D. (10 octobre 2018.) Lectorat des quotidiens : le *Journal de Montréal* toujours au sommet. *Infopresse*. Récupéré de <https://www.infopresse.com/article/2018/10/18/lectorat-des-quotidiens-le-journal-de-montreal-toujours-au-sommet>
- Niezen, R. (2014) Les connaissances stratégiques en anthropologie militante, *Aporia*, Vol. 6, numéro 2, Issue 2
- Nungak, Z. (2019) *Contre le colonialisme dopé aux stéroïdes*. Montréal : Boréal.

- Otis, G. (2009) La place des cultures juridiques et des langues autochtones dans les accords d'autonomie gouvernementale au Canada. *McGill Law Journal*, Vol. 54, No. 2, 237 – 256.
- Papillon, M. (2006) 15. Vers un fédéralisme postcolonial ? La difficile redéfinition des rapports entre l'état canadien et les peuples autochtones. Dans Gagnon, A.-G. (dir.), *Le fédéralisme canadien contemporain : Fondement, traditions, institutions*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Papillon, M. (2011) Le référendum au Nunavik : un pas en arrière pour mieux avancer ? *Options politiques*, Montréal : Institute of Research on Public Policy. Récupéré de : <http://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/agri-food-policy/le-referendum-au-nunavik-un-pas-en-arriere-pour-mieux-avancer/>
- Petit, J.-G. et coll. (2001) *Les Inuit et les Cris du nord du Québec*. Presse de l'Université du Québec, Québec.
- Qumaq, T. (2010). *Je veux que les Inuit soient libres de nouveau. Autobiographie (1914-1993)*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Rodon, T. (2017) Development in Nunavik: How Regional and Local Initiatives Redefine Sustainable Development in Nunavik. *American Review of Canadian Studies*, Volume 47 – Issue 2: Makigppugut (We are standing up): Public Policy and Self-Determination in Nunavik
- Rodon, T. et Grey, M. (2009) The Long Winding Road Towards Self-Government: The Nunavik and Nunatsiavut Experience. *The Art of the State: Northern Exposure: Peoples, Powers, and Prospects in Canada's North*. Montréal : Institute of Research on Public Policy.
- Saïd, E. (1978) *L'orientalisme*. Paris : Éditions du Seuil.
- Secrétariat aux Affaires autochtones. (18 août 2016). *Statistiques des populations autochtones du Québec en 2015*. Récupéré de <http://www.autochtones.gouv.qc.ca/nations/population.htm>
- Simard, J.-J. (2003) *La réduction, l'autochtone inventé et les Amérindiens d'aujourd'hui*. Québec : Septentrion.
- Simpson, L. (2011) *Danser sur le dos de notre tortue. La nouvelle émergence des Nishnaabeg*. Montréal : Varia.

- Skea, Warren H. (1993–1994) The Canadian Newspaper Industry's Portrayal of the Oka Crisis, *Native Studies Review*, 9, no. 1.
- Smith, A. (2003) Not an Indian Tradition: The Sexual Colonization of Native Peoples. *Hypathia*, Vol. 18, no. 2, pp. 70–85.
- Statistique Canada. (19 juillet 2019). *Programme de recensement de 2016*. Récupéré de <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/index-fra.cfm>
- Strasbourg, J. (2018) Les représentations médiatiques des Autochtones au Canada, de la Confédération à nos jours. Dans A.-M. Gingras (dir.), *Histoires de communication politique*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Tajfel, H. et Turner, J (2004). An Integrative Theory of Intergroup Conflict [chapitre de livre]. Dans *Organizational identity* (p. 56-65). New York : Oxford University Press.
- Trudel, P. (2017) Médias et Autochtones, pour une information équilibrée et dépourvue de préjugés. Tiré du témoignage de Pierre Trudel à la CERP, Pièce P-229 de la CERP, gouvernement du Québec, récupéré de : https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Transcriptions/Notes_stenographiques_-_CERP_22novembre_2017.pdf
- Tuhiwai Smith, L. (1999) *Decolonizing Methodologies. Research and Indigenous Peoples*. Londres : Zed Books.
- Walgrave, S. (2015) Political Agenda-Setting. Dans *The International Encyclopedia of Political Communication*, First Edition. Hoboken: John Wiley & Sons.